



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'évaluation du dispositif des intervenants sociaux en commissariats et unités de gendarmerie (tome 2 : annexes)

INSPECTION GENERALE
DE L'ADMINISTRATION
N° 20107 - R



ANNEXES

TOME 2

SOMMAIRE

<i>Annexe n° 1 : Enquête réalisée auprès des intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie</i>	<i>5</i>
<i>Annexe n° 2 : Enquête réalisée auprès des « autorités fonctionnelles police et gendarmerie »</i>	<i>23</i>
<i>Annexe n° 3 : Enquête réalisée auprès des « employeurs » des ISCG</i>	<i>38</i>

Annexe n° 1 : Enquête réalisée auprès des intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie (ISCG)

Par lettre de mission en date du 25 novembre 2020, le ministre de l'Intérieur, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en charge de la citoyenneté ont saisi le chef de l'Inspection générale de l'administration (IGA), d'une mission relative aux intervenants sociaux dans les commissariats et brigades de gendarmerie.

Eu égard à l'objectif de pérennisation et de déploiement des postes d'intervenants sociaux figurant dans les priorités gouvernementales et dans les mesures de la Stratégie de prévention de la délinquance, les ministres souhaitent que le dispositif soit évalué dans toutes ses composantes pour en dégager des bonnes pratiques, harmoniser et consolider le pilotage national et le cadre d'emploi des intervenants sociaux, enfin en mesurer l'impact dans la prévention des violences faites aux femmes, l'amélioration de la prise en charge des victimes ainsi que des auteurs.

Pour établir ce bilan à l'échelle nationale, un questionnaire en ligne vous est adressé via le présent message, en tant qu'intervenant social en commissariat de police, ou brigade de gendarmerie. Votre regard sur le métier, ses modalités d'exercice telles qu'elles sont mises en pratique dans votre département, mais aussi sur le dispositif d'ensemble avec ses forces et fragilités nous intéressent tout particulièrement. Votre témoignage et les propositions d'évolution que vous pourrez nous transmettre permettra ainsi à la mission IGA de mieux connaître les réalités, souvent hétérogènes aujourd'hui du dispositif, d'apprécier l'efficacité des pratiques et de mettre en avant les recommandations les plus pertinentes.

Nous vous précisons qu'un questionnaire de nature similaire est adressé d'une part à chaque autorité bénéficiaire de vos services, directeur de sécurité publique ou commandant de groupement de gendarmerie départementale, ainsi que d'autre part aux collectivités, services ou associations qui sont vos employeurs/payeurs. Nous vous précisons que pour identifier précisément ces derniers, nous avons besoin que vous nous fassiez parvenir par retour de ce mail le nom précis de l'organisme qui vous emploie et vous paye et le nom du contact à qui nous pourrons adresser notre questionnaire « employeur ».

Nous attirons votre attention sur la nécessité de renseigner le questionnaire en ligne (à l'aide du lien figurant à la fin de ce message), ceci permettant la centralisation et l'analyse des réponses de l'ensemble des ISCG répartis sur le territoire. L'échange de questionnaire au format papier n'est pas prévu.

Ce questionnaire n'est pas anonyme lors des envois réalisés (au départ et en retour), mais les informations qu'il contient seront exploitées anonymement.

Vos réponses devront nous parvenir avant le mardi 9 février 2021, date de clôture du questionnaire.

La mission vous remercie pour votre disponibilité ainsi que votre contribution qui sera fondamentale sur cette thématique importante dans laquelle vous êtes déjà pleinement engagé.

Questionnaire adressé aux ISCG

A - Identification

1. Quel est votre département ? ou collectivité d'outre-mer ?
 Veuillez sélectionner une proposition dans la liste
2. Dans quelle zone exercez-vous vos fonctions ?
 En police
 En gendarmerie
 Poste mixte

B - Votre profil en tant qu'ISCG

3. Genre
 Femme
 Homme
4. Quelle est votre tranche d'âge
 18-25 ans
 26-35 ans
 36-45 ans
 46-55 ans
 Plus de 56 ans
 Autre
5. Quel(s) diplôme(s) avez-vous ? (Plusieurs réponses sont possibles)
 Doctorat
 Diplôme en psychologie
 Diplôme de juriste
 Diplôme d'Etat de moniteur éducateur (DEME)
 Diplôme d'état de médiateur familial (DEMf)
 Diplôme d'état de technicien de l'intervention
 Diplôme d'Etat de conseiller en économie sociale et familiale
 Diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé (DEES)
 Diplôme d'Etat d'assistant de service social
 Autre
6. Combien d'année(s) d'expérience professionnelle avez-vous en tant qu'ISCG ?
 Moins d'un an
 1 an
 2 ans
 3 ans
 4 ans
 Entre 5 et 7 ans
 Entre 7 ans et 10 ans
 Plus de 10 ans
7. Depuis combien de temps exercez-vous cette fonction au sein de votre service actuel ?
 Moins d'un an
 1 an
 2 ans
 3 ans
 4 ans
 5 ans
 De 5 à 7 ans
 De 8 à 10 ans
 Au-delà de 10 ans

C – Recrutement et poste

8. Comment avez-vous été recruté ? (Plusieurs réponses sont possibles)

- Candidature à une offre d'emploi
- Entretien d'embauche
- Passage devant un comité de sélection
- Autre

9. Quel est votre employeur ?

- Conseil départemental
- EPCI
- Commune
- Association
- Autre

10. Quel est votre statut ?

- Fonctionnaire État
- Fonctionnaire territorial
- CDI temps plein
- CDI temps partiel
- CDD temps plein
- CDD temps partiel
- Autre

11. Merci de préciser la quotité travaillée sur ce poste d'ISCG

- Moins de 50%
- 50%
- Entre 60 et 80%
- Temps plein

12. Pouvez-vous situer votre salaire net, avant prélèvement à la source, dans une fourchette ?

- 1000 à 1499 euros
- 1500 à 1999 euros
- 2000 à 2499 euros
- 2500 à 3000 euros
- Au-delà de 3000 euros

13. Connaissez-vous les modalités de financement de votre poste ?

- Financement par un employeur unique
- Cofinancement par plusieurs acteurs
- Ne sait pas

14. Précisez-le ou les acteurs qui contribuent au financement du poste d'ISCG

- Association
- Conseil départemental
- État (préfecture)
- EPCI
- Commune
- Autre

15. Disposez-vous d'une fiche de poste ?

- Oui
- Non

D – Accueil / Intégration / formation

16. Estimez-vous avoir été bien accueilli(e) lors de votre prise de poste dans votre service?

- Très satisfaisant
- Plutôt satisfaisant
- Satisfaisant

- Peu satisfaisant
- Insatisfaisant

17. Avez-vous bénéficié d'un « tutorat » ou d'un accompagnement par un ISCG plus expérimenté lors de votre premier poste ou sur le poste actuel ?

- Oui
- Non

18. Quels sont les facteurs importants qui ont joué sur votre ressenti

- Une arrivée bien anticipée par l'unité d'accueil
- Des locaux et équipements adaptés
- Des agents policiers et gendarmes bien informés de votre rôle et accueillants
- Vous avez été présentés aux agents
- La mise à disposition des coordonnées des acteurs locaux
- Une aide à la connaissance du milieu police et gendarmerie ?
- Autre facteur d'intégration ?

19. Quelle(s) formation(s) avez-vous suivie(s) spécifiquement avant ou durant votre poste en tant qu'ISCG ? (Plusieurs réponses sont possibles)

- Formation sur les spécificités du poste d'ISCG
- Violences conjugales et intrafamiliales
- Pratique déontologique du travail social
- Victimologie
- Formation juridique
- Médiation
- Prise en charge des mineurs victimes de violences
- Traumatisme, déchoquage
- Délinquance / adolescence/mineur
- Accompagnement des auteurs de violences
- Aucune
- Autre

20. Avez-vous des suggestions à faire dans le domaine de la formation des ISCG ?

21. Participez-vous à des réunions régionales organisées par l'ANISCG ?

- Oui
- Non

E – Les conditions de travail

22. Êtes-vous membre du conseil départemental de prévention de la délinquance (CDPD)

- Oui
- Non
- Autre

23. Participez-vous à un groupe de travail du conseil local/intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPD) ?

- Oui
- Non

24. A quelle fréquence échangez-vous avec l'autorité fonctionnelle (le chef de la circonscription de sécurité publique et/ou unité de gendarmerie) sur la mise en œuvre des missions ?

- Une fois par semaine
- Plus d'une fois par semaine
- Une fois par mois
- Une fois par trimestre
- Une fois par an

25. Quels sont les 4 services / secteurs avec lesquels vous échangez le plus, et/ou vers lesquels vous orientez vos publics ?

- Le secteur psychologique (les centres médico-psychologiques, la prise en charge du traumatisme etc.)
 - Le secteur médical (les urgences, les médecins, les centres médicaux sociaux, le planning familial etc.)
 - Les structures départementales de prise en charge sociale
 - Les services sociaux intercommunaux/communaux
 - Le secteur juridique (le parquet, le juge des enfants, les structures d'accès au droit, la Maison de la justice et du droit etc.)
 - Le secteur de l'éducation nationale
 - Les associations d'aide aux victimes
 - Les psychologues en commissariat
26. De quels équipements disposez-vous pour remplir vos missions ? (Plusieurs réponses sont possibles)
- Ordinateur fixe
 - Accès intranet
 - Ordinateur portable
 - Imprimante
 - Accès internet
 - Bureau individuel
 - Téléphone fixe
 - Smartphone
 - Tablette
 - Véhicule de service
 - Autre
27. Estimez-vous que les moyens et locaux mis à votre disposition vous permettent de travailler dans de bonnes conditions ?
- Très satisfaisant
 - Plutôt satisfaisant
 - Satisfaisant
 - Peu satisfaisant
 - Insatisfaisant
28. De manière générale, comment êtes-vous saisi ? (Plusieurs réponses sont possibles)
- Par les services de police / gendarmerie
 - Par les services sociaux
 - Par les bénéficiaires
 - Autre
29. Pouvez-vous accéder aux plaintes, et / ou aux mains courantes, et / ou procès-verbaux, et/ou aux CR d'interventions ?
- J'ai accès à tout directement
 - J'ai accès à tout uniquement via un agent
 - J'ai un accès partiel
30. A quelle fréquence échangez-vous avec les agents au sein de votre service (que ce soit en police ou en gendarmerie) sur la mise en œuvre des missions ?
- Chaque jour ou presque ?
 - Une fois par semaine
 - Plus d'une fois par semaine
 - Une fois par mois
 - Une fois par trimestre
 - Une fois par an
31. Votre poste coexiste-t-il avec un ou des postes de psychologue, juriste, avec une permanence d'aide aux victimes ?
- Oui
 - Non

F – Mesure / Évaluation / Impact de votre activité et du dispositif des ISCG

32. Votre activité en tant qu'ISCG est-elle évaluée ?

- Oui
- Non
- Partiellement

33. Si oui, par quels moyens ? (Plusieurs réponses sont possibles)

- Un bilan d'activités réalisé par vous-même
- Un bilan d'activités réalisé au niveau départemental
- La réunion du comité de suivi prévu dans le cadre de votre convention triennale
- Un entretien d'évaluation annuel avec la hiérarchie police ou gendarmerie avec laquelle vous travaillez
- Un entretien d'évaluation annuel avec votre employeur

34. Contribuez-vous à un bilan national ?

- Oui
- Non

35. Si un bilan local est fait, contribue-t-il à orienter votre action pour l'année suivante ?

- Oui
- Non
- En partie

G – Effet du dispositif sur le public reçu

36. Quelle est la composition du public que vous recevez ? (Entrez un pourcentage)

- Part des victimes hommes ?
- Part des auteurs hommes ?
- Part des victimes femmes ?
- Part des auteures femmes ?

37. Parmi le public reçu, quelle est la part des mineurs ? (Entrez un pourcentage)

- Quelle est la part des mineures victimes femmes ?
- Quelle est la part des mineurs victimes hommes ?
- Quelle est la part des mineures auteures femmes ?
- Quelle est la part des mineurs auteurs hommes ?

38. Quelle est la part des violences conjugales et / ou intrafamiliales ? (Entrez un pourcentage)

- Parmi les femmes victimes ?
- Parmi les hommes victimes ?

39. Le dispositif permet-il d'améliorer l'accueil du public grâce à l'écoute et à l'information par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

40. Le dispositif permet-il d'accroître les possibilités d'actions sur la situation de la personne reçue à la suite d'entretiens avec l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

41. Le dispositif permet-il d'orienter les personnes vers des services / structures qu'ils ne connaissaient pas auparavant ?

- Oui
- Plutôt oui

- Plutôt non
- Non

42. Le dispositif permet-il de favoriser les démarches judiciaires, le dépôt de plainte de la part des victimes (qui étaient réticentes/avaient peur etc.) ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

43. Le dispositif contribue-t-il à limiter la répétition des actions du point de vue de la victime ou de l'auteur ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

H – Effet du dispositif en lien avec les services sociaux

44. Le dispositif permet-il d'identifier de nouveaux publics inconnus des partenaires/ services sociaux ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

45. Grâce aux entretiens, avez-vous identifié des problématiques nouvelles qui n'étaient pas connues par les services sociaux ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

I – Effet du dispositif en lien avec les forces de l'ordre

46. Le dispositif permet-il aux services de gendarmerie et de police de se recentrer sur leurs missions de sécurité par la complémentarité de l'action réalisée par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

47. Le dispositif permet-il de lever une certaine charge psychologique pesant sur les policiers et / ou gendarmes ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

48. Le dispositif permet-il d'améliorer la qualité de la prise en charge de la victime de la part des forces de l'ordre ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

J – Relations avec l'ANISCG

49. Participez-vous aux activités de l'association ?

- Si oui, lesquelles ?
- Si non, pourquoi ?

50. Sous quelle forme avez-vous bénéficié de l'aide de l'association (plusieurs réponses possibles) ?

- Formation
- Conseil
- Accompagnement
- Réunions diverses
- Autre

51. Avez-vous d'autres attentes vis-à-vis de l'association ? Si oui, lesquelles ?

K - Votre regard sur le métier

52. Quel regard portez-vous sur votre métier ? et pourquoi ?

- Très satisfaisant
- Plutôt satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Insatisfaisant

53. Votre cadre d'emploi (convention triennale, statut, ...) est-il satisfaisant ?

- Oui
- Non
- Partiellement

54. Quelles sont les principales difficultés que vous avez éprouvées ou éprouvez dans ce métier et les mesures correctives que vous pouvez proposer ?

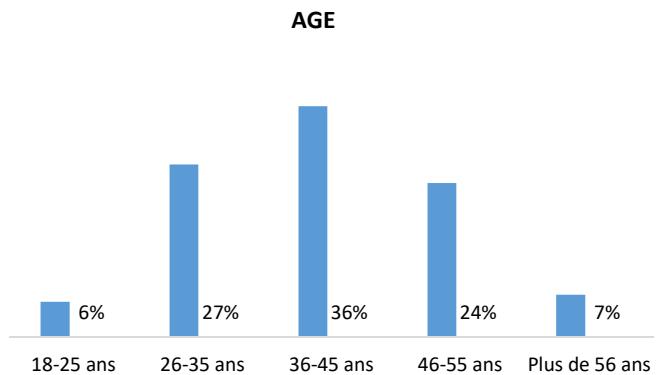
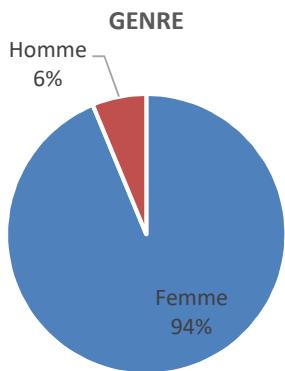
55. Quelles sont vos attentes pour, éventuellement, améliorer le dispositif et quelles propositions formuleriez-vous ?

56. Zone de commentaire libre.

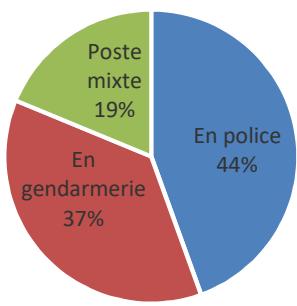
Les réponses des ISCG

Un questionnaire en ligne a été diffusé à 339 ISCG.
272 d'entre eux ont répondu soit un très bon taux de réponse de 80%.

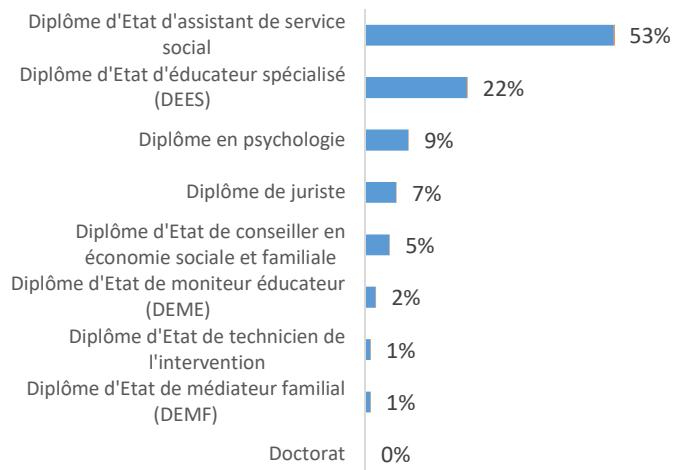
Identification / Profil



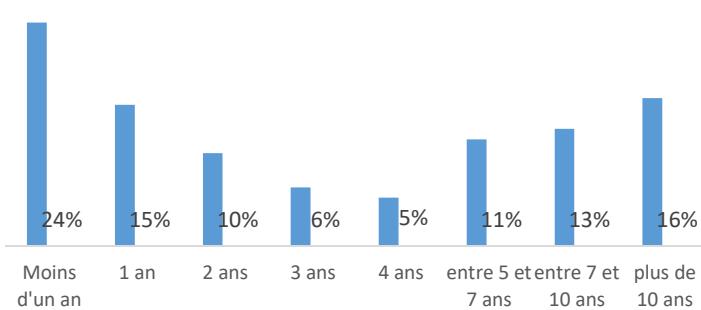
Dans quelle zone d'intervention exercez-vous vos fonctions d'intervenant social ?



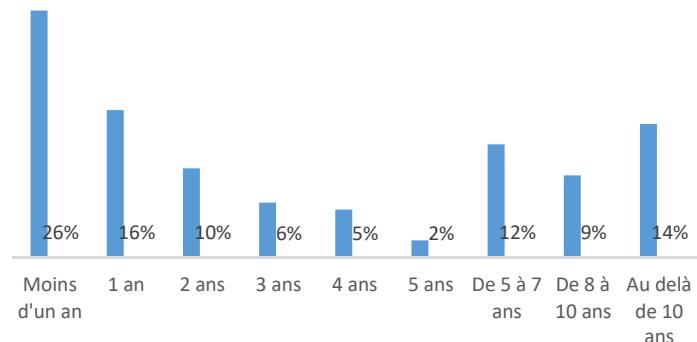
Quel diplôme avez-vous ?



Combien d'années d'expérience professionnelle avez-vous en tant qu'ISCG ?

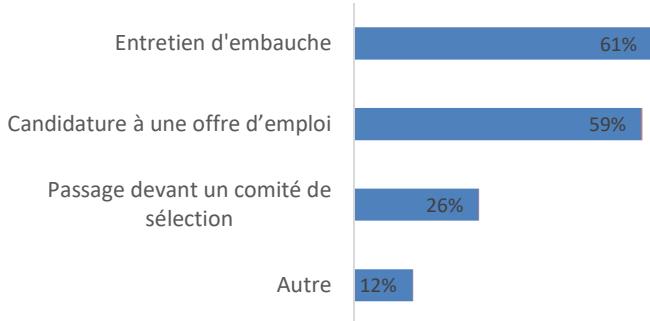


Depuis combien de temps exercez-vous cette fonction au sein de votre service actuel ?

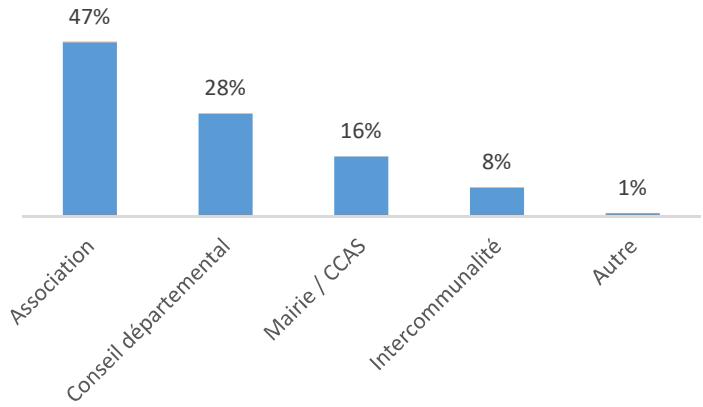


Recrutement / Poste

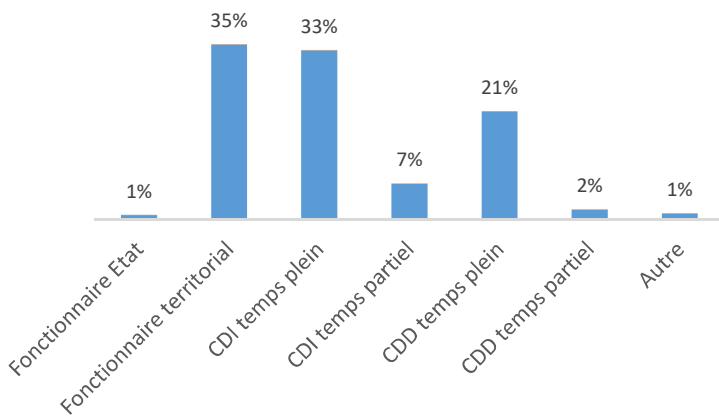
Comment avez-vous été recruté (plusieurs réponses sont possibles)



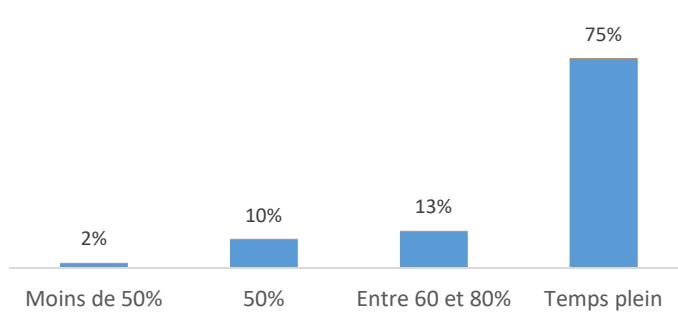
Quel est votre employeur ?



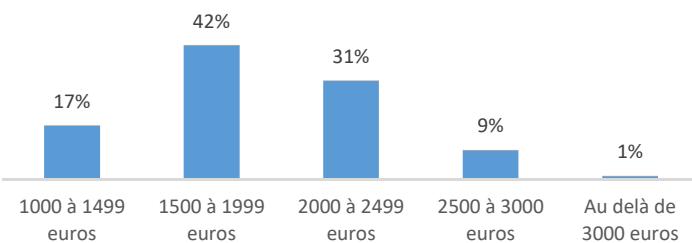
Quel est votre statut ?



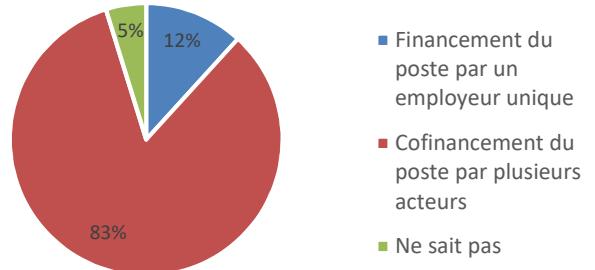
Quelle est la quotité de temps de travail du poste d'ISCG ?



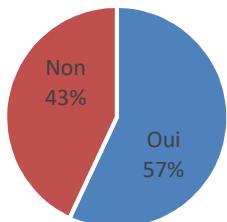
Quel est votre salaire net ?



Connaissez-vous les modalités de financement de votre poste

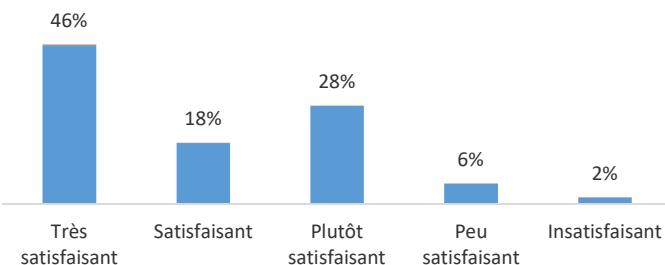


Disposez-vous d'une fiche de poste ?

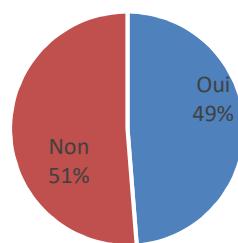


Accueil / Intégration / Formation

Estimez-vous avoir été bien accueilli(e) lors de la prise de poste ?



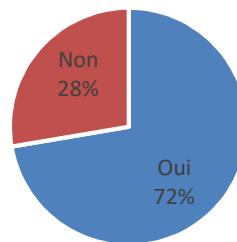
Avez-vous bénéficié d'un "tutorat" ou d'un accompagnement par un ISCG expérimenté ?



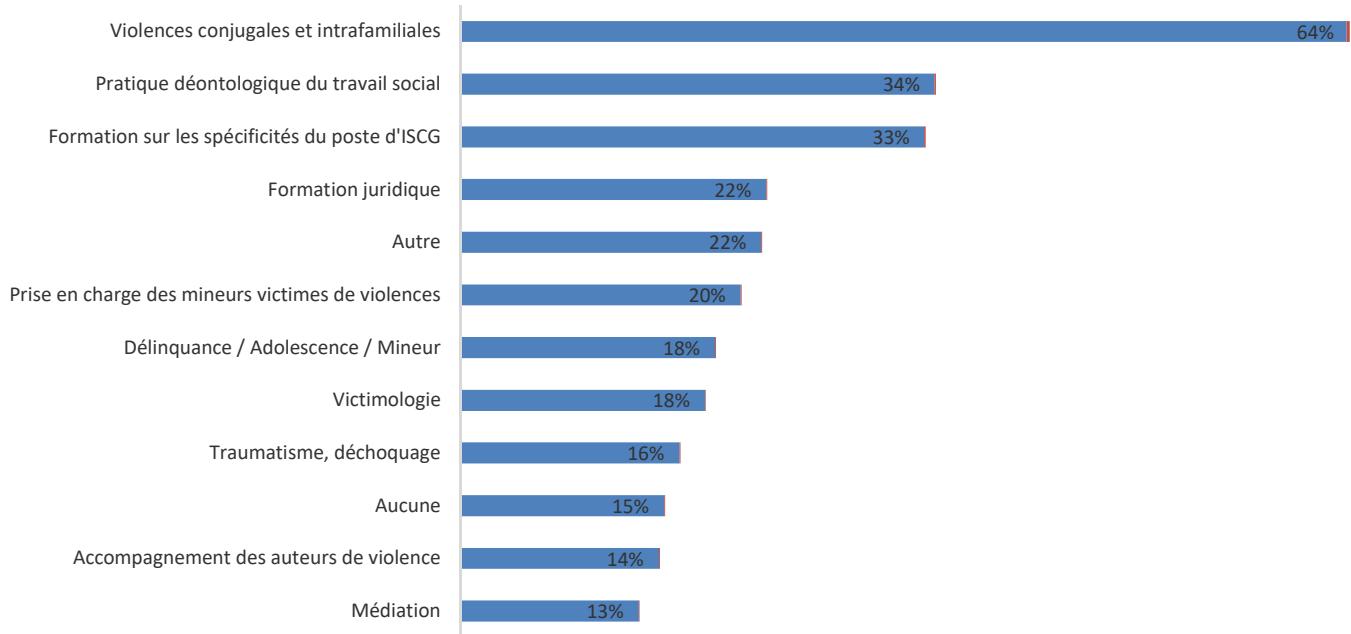
Quels sont les facteurs importants qui ont facilité votre prise de poste ? (plusieurs réponses sont possibles)



Participez-vous à des réunions régionales organisées par l'ANISCG ?

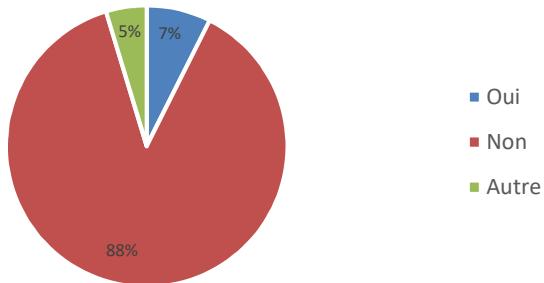


Quelle formation a été suivie spécifiquement pour exercer les mission d'ISCG (plusieurs réponses sont possibles)

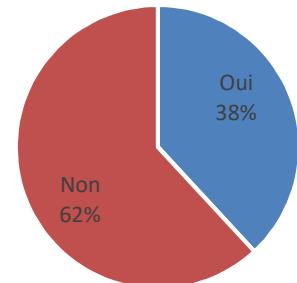


Conditions de travail

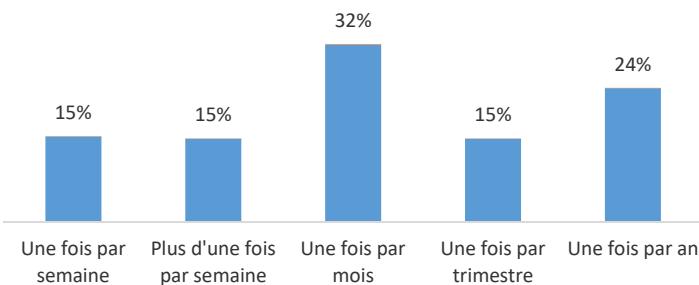
Etes-vous membre du conseil départemental de prévention de la délinquance (CDPD) ?



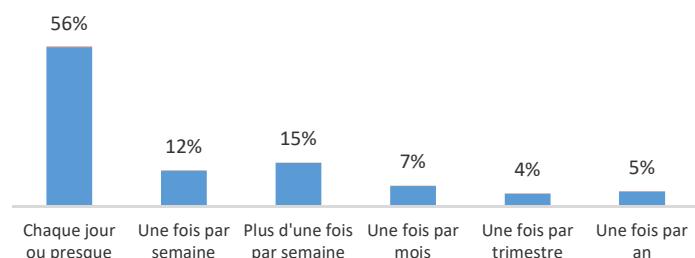
Participez-vous à un groupe de travail du conseil local / intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPD) ?



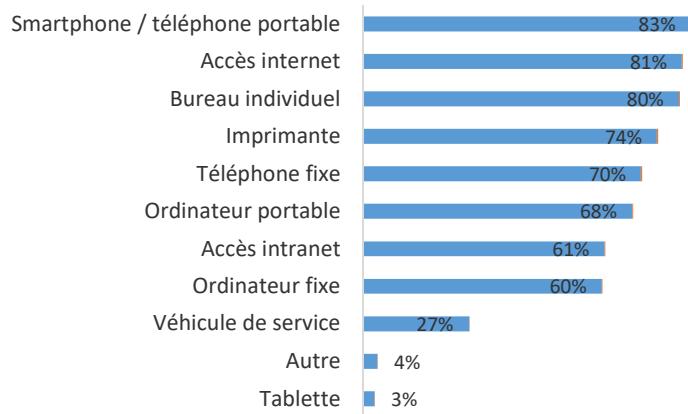
A quelle fréquence échangez-vous avec l'autorité fonctionnelle sur la mise en oeuvre des missions ?



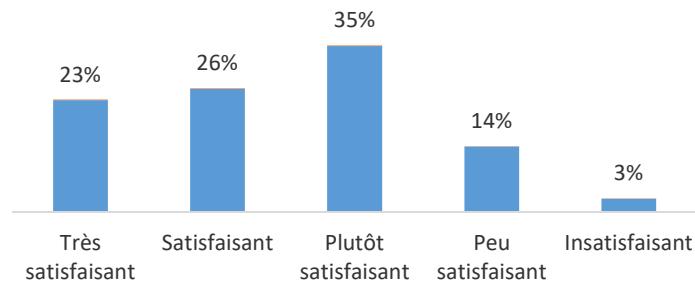
A quelle fréquence échangez-vous avec les agents au sein de votre service sur la mise en oeuvre des missions ?



De quels équipements disposez-vous pour remplir vos missions ? (plusieurs réponses sont possibles)

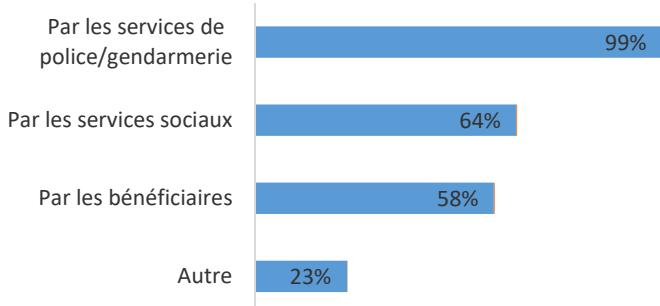


Estimez-vous que les moyens et locaux mis à votre disposition vous permettent de travailler dans de bonnes conditions ?

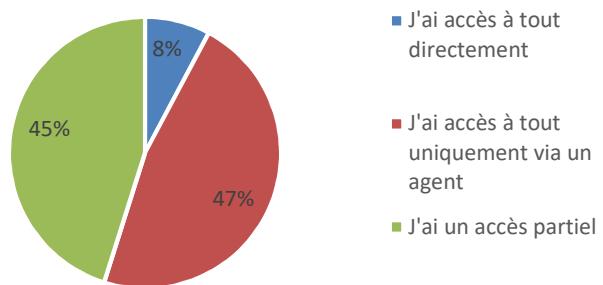


Conditions de travail (suite)

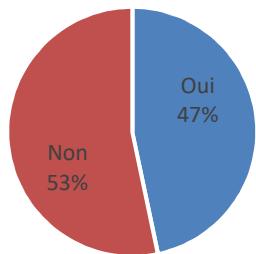
**De manière générale, comment êtes-vous saisi ?
(plusieurs réponses sont possibles)**



**Pouvez-vous accéder aux plaintes ?
et/ou aux mains courantes ? et/ou aux procès verbaux ?
et/ou aux CR d'interventions ?**

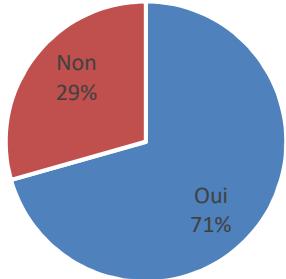


Votre poste coexiste-t-il avec un poste de psychologue, de juriste, ou une permanence d'aide aux victimes ?

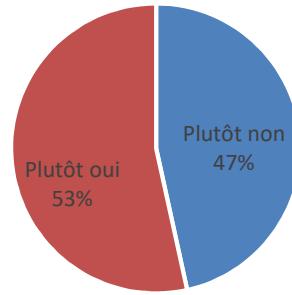


Relations avec l'ANISCG

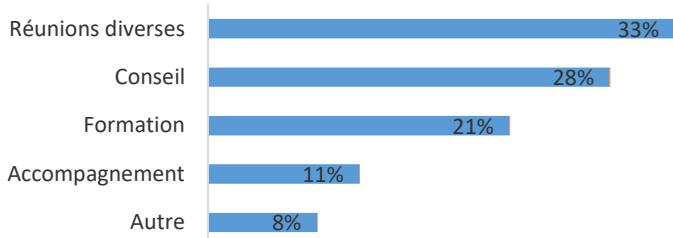
Participez-vous aux activités de l'ANISCG ?



Avez-vous d'autres attentes vis-à-vis de l'ANISCG ?

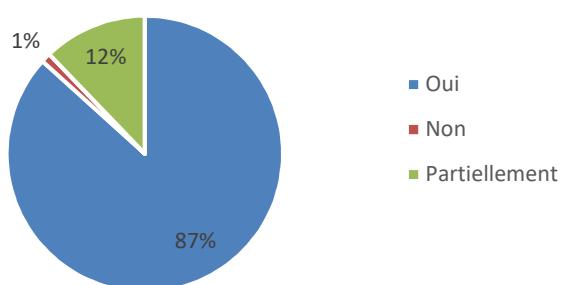


Sous quelle forme avez-vous bénéficié de l'aide de l'ANISCG ?

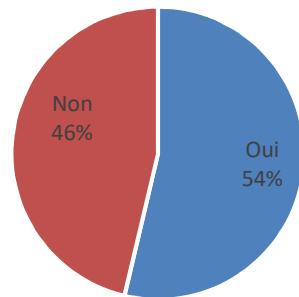


Mesure, évaluation, impact de l'activité

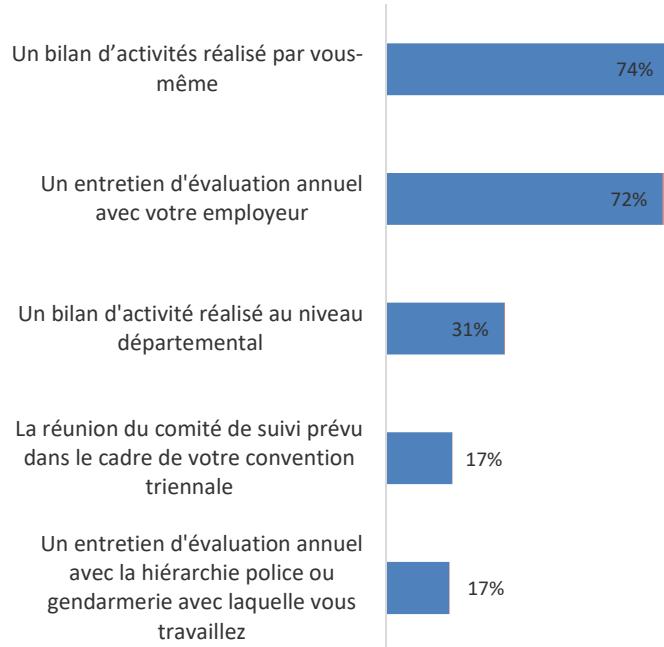
Votre activité en tant qu'ISCG est-elle évaluée ?



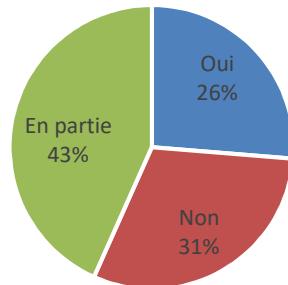
Contribuez-vous à un bilan national ?



Par quel moyen votre activité d'ISCG est-elle évaluée ? (plusieurs réponses sont possibles)

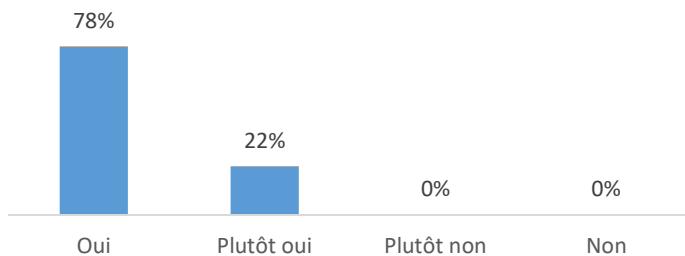


Si un bilan local est fait, contribue-t-il à orienter votre action pour l'année suivante ?

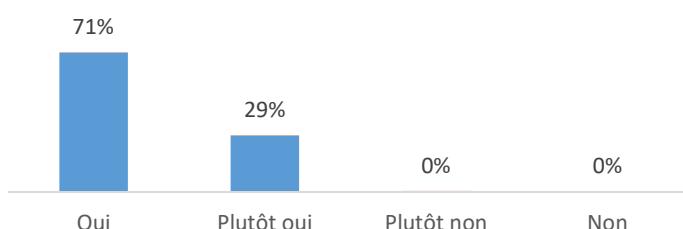


Effet du dispositif sur le public reçu

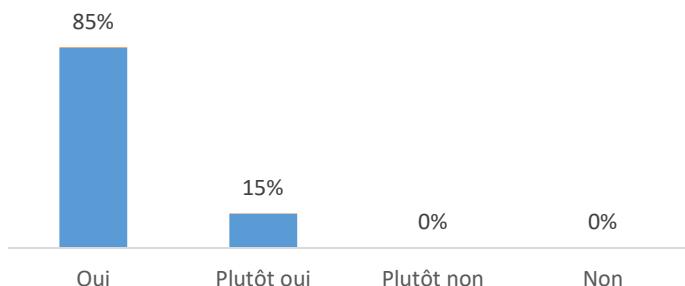
Le dispositif permet-il d'améliorer l'accueil du public grâce à l'écoute et à l'information par l'ISCG ?



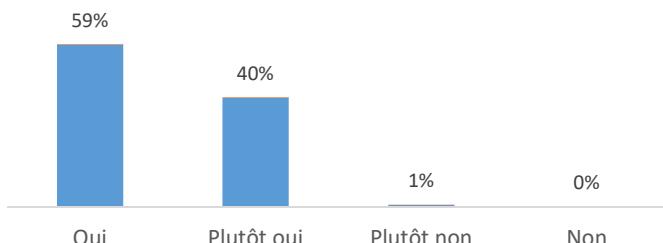
Le dispositif permet-il d'accroître les possibilités d'action sur la situation de la personne reçue à la suite d'entretiens avec l'ISCG ?



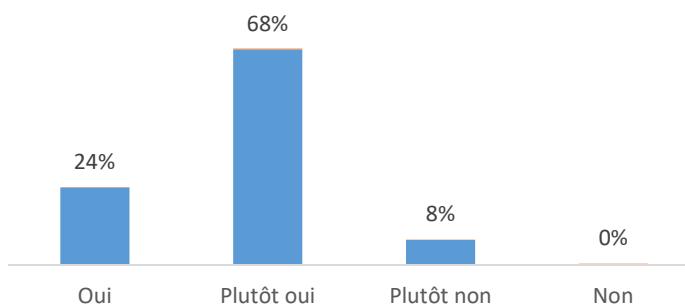
Le dispositif permet-il d'orienter les personnes vers des services qu'ils ne connaissaient pas auparavant ?



Le dispositif permet-il de favoriser les démarches judiciaires, le dépôt de plainte de la part des victimes ?

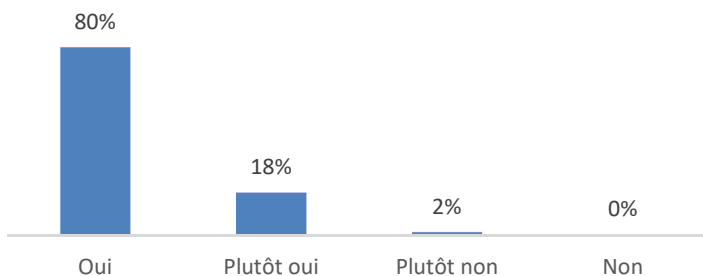


Le dispositif contribue-t-il à limiter la répétition des actions du point de vue de la victime ou de l'auteur ?

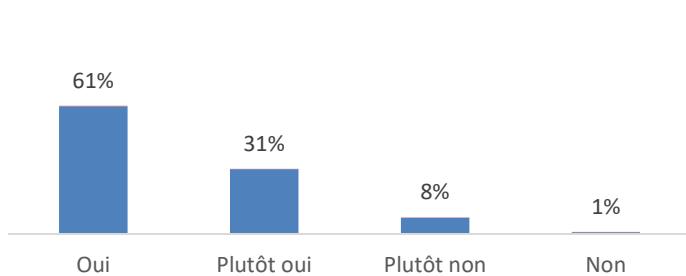


Effet du dispositif en lien avec les services sociaux

Le dispositif permet-il d'identifier de nouveaux publics inconnus des services sociaux ?

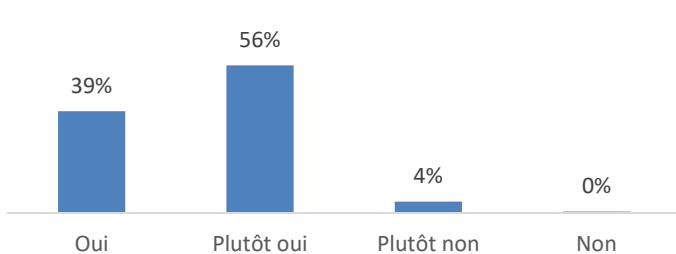


Grâce aux entretiens, avez-vous identifié des problématiques nouvelles qui n'étaient pas connues par les services sociaux ?

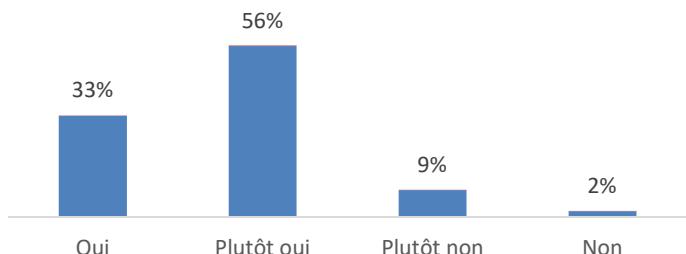


Effet du dispositif en lien avec les forces de l'ordre

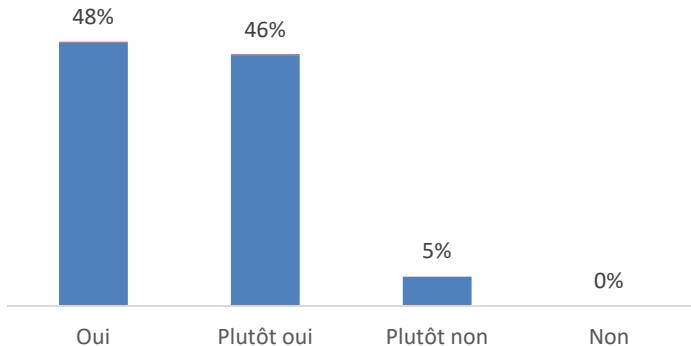
Le dispositif permet-il aux services de gendarmerie et de police de se recentrer sur leurs missions de sécurité par la complémentarité de l'action réalisée par l'ISCG ?



Le dispositif permet-il de lever une certaine charge psychologique pesant sur les policiers ou les gendarmes ?

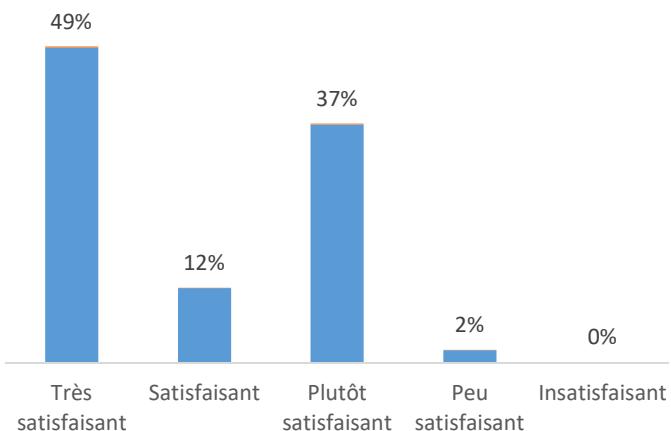


Le dispositif permet-il d'améliorer la qualité de la prise en charge de la victime de la part des forces de l'ordre ?

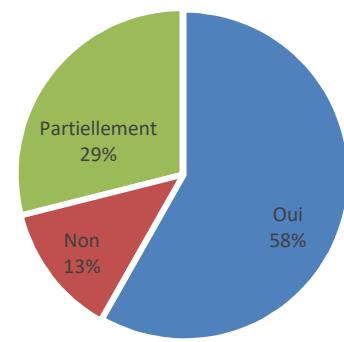


Regard sur le métier

Quel regard portez-vous sur votre métier ?



Votre cadre d'emploi est-il satisfaisant ?



Annexe n° 2 : Enquête réalisée auprès des « autorités fonctionnelles police et gendarmerie »

Madame, Monsieur, le directeur départemental de la sécurité publique

Madame, Monsieur, le commandant de groupement

Par lettre de mission en date du 25 novembre 2020, le ministre de l'Intérieur, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en charge de la citoyenneté ont saisi le chef de l'Inspection générale de l'administration (IGA), d'une mission relative aux intervenants sociaux dans les commissariats et brigades de gendarmerie.

Eu égard à l'objectif de pérennisation et de déploiement des postes d'intervenants sociaux figurant dans les priorités gouvernementales et dans les mesures de la Stratégie de prévention de la délinquance, les ministres souhaitent que le dispositif soit évalué dans toutes ses composantes pour en dégager des bonnes pratiques, harmoniser et consolider le pilotage national et le cadre d'emploi des intervenants sociaux, enfin en mesurer l'impact dans la prévention des violences faites aux femmes, l'amélioration de la prise en charge des victimes ainsi que des auteurs.

Pour établir ce bilan à l'échelle nationale, un questionnaire en ligne vous est adressé via le présent message, en tant qu'autorité bénéficiaire des services d'un ou de plusieurs intervenants sociaux sur votre zone de compétence. Votre regard sur le dispositif, tel qu'il est mis en pratique dans votre département permettra à la mission IGA de mieux connaître les réalités, souvent hétérogènes aujourd'hui du dispositif, et de mieux en mesurer les forces et faiblesses.

Nous vous précisons qu'un questionnaire de nature similaire est adressé à chaque ISCG, ainsi qu'aux employeurs/payeurs de ces derniers.

Ce questionnaire peut être renseigné par vous-même ou un seul de vos collaborateurs à qui vous le transférerez. Le lien est propre à chaque autorité fonctionnelle départementale. Seul celui qui va renseigner le questionnaire doit activer le lien.

Le questionnaire en ligne vous permettra de joindre un document complémentaire, dans les formats précisés, mais de préférence en PDF.

Ce questionnaire n'est pas anonyme lors des envois réalisés (au départ et en retour), mais les informations du questionnaire seront exploitées anonymement.

Il vous est demandé de bien vouloir (faire) compléter ce questionnaire avant le 18 février 2021.

La mission vous remercie de votre contribution sur cette thématique importante dans laquelle vous êtes déjà pleinement engagé.

Questionnaire adressé aux autorités fonctionnelles police et gendarmerie

A - Identification

1. Quel est votre département ? ou collectivité d'outre-mer ?
 Veuillez sélectionner une proposition dans la liste
2. Quelle est la fonction de celui qui renseigne le questionnaire
 Directeur départemental de sécurité publique
 Référent ou chargé de prévention police
 Chef de groupement de gendarmerie départementale
 Officier adjoint prévention
 Autre

B – Recrutement et poste

3. Avez-vous participé ou l'un de vos représentants au recrutement d'un ISCG ?
 Oui
 Non
4. Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la définition de la lettre de mission d'un ISCG ?
 Oui
 Non
5. Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la rédaction d'une convention relative au recrutement et au financement d'un ISCG ?
 Oui
 Non
6. Quelle est la durée de la convention de recrutement et de financement du poste d'ISCG ?
 1 an
 2 ans
 3 ans
 Plus de 3 ans
7. Quelle est la qualité des relations avec le ou les employeurs de l'ISCG ?
 Satisfaisante
 Plutôt satisfaisante
 Peu satisfaisante
 Insatisfaisante
8. Quelle est la fréquence des relations avec le ou les employeurs de l'ISCG ?
 Régulière
 1 fois dans l'année
 1 fois par trimestre
 Autre
9. D'après votre expérience, quel est le meilleur statut pour un ISCG ? (vous pouvez sélectionner 1 ou 2 propositions)
 Fonctionnaire d'Etat
 Fonctionnaire territorial
 CDI temps plein
 CDI temps partiel
 CDD temps plein
 CDD temps partiel
 Autre :

10. Quelles modalités de financement vous semblent les plus adaptées ?

- Financement par un employeur unique
- Cofinancement par plusieurs acteurs

11. Les postes d'ISCG sont souvent cofinancés. Précisez les 3 acteurs qui vous semblent les plus pertinents pour stabiliser les postes d'ISCG.

- Association
- Conseil départemental
- Etat
- EPCI
- Commune
- Autre

C - Accueil / Intégration / formation

12. Estimez-vous que l'ISCG soit bien intégré au sein du commissariat ou de la brigade ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

13. Organisez-vous des formations particulières pour l'ISCG de votre ressort ?

- Oui
- Non

14. A quelles formations les ISCG participant-ils ?

15. Organisez-vous des réunions pour l'ISCG de votre ressort ?

- Oui, épisodiques
- Oui, régulières
- Non

16. Lorsque vous avez des questions à poser, au moment de la création du poste ou sur l'exercice des fonctions d'ISCG, vers qui vous tournez-vous ? (plusieurs réponses sont possibles)

- Votre hiérarchie en région ou zone
- Votre hiérarchie en centrale
- Le CIPDR
- L'ANISCG
- La préfecture
- Autre

17. Avez-vous des suggestions à faire dans le domaine de la formation de l'ISCG ?

D - Les conditions de travail

18. Estimez-vous que l'ISCG dispose des moyens matériels (équipements, matériels, bureau individuel, véhicule de service éventuel...) lui permettant de travailler dans de bonnes conditions ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

19. L'ISCG a-t-il accès aux plaintes, et / ou aux mains courantes, et / ou aux procès-verbaux, et/ou aux CR d'interventions ?

- Oui, directement
- Oui, mais uniquement via un agent
- Oui, partiellement

Non

20. A-t-il des échanges réguliers avec les agents au sein de votre service (que ce soit en police ou en gendarmerie) ?

- Chaque jour ou presque ?
- Une fois par semaine
- Plus d'une fois par semaine
- Une fois par mois
- Une fois par trimestre
- Une fois par an

21. Etes-vous en relation avec un binôme Intervenant social / psychologue ?

- Oui
- Non

22. Quels sont les avantages du binôme intervenant social / psychologue ?

23. Participez-vous ou l'un de vos représentants, à un groupe de travail du conseil local / intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPD)

- Oui
- Non
- Non concerné

24. Etes-vous membre, ou l'un de vos représentants, du conseil départemental de prévention de la délinquance (CDPD)

- Oui
- Non
- Autre conseil ou comité

E – Mesure / Evaluation / Impact de votre activité et du dispositif des ISCG

25. L'activité de l'ISCG est-elle évaluée ?

- Oui
- Non
- Partiellement

26. Comment l'évaluation est-elle mise en œuvre ? (Plusieurs réponses sont possibles)

- Un bilan d'activités établi par l'ISCG
- Un bilan d'activités réalisé au niveau départemental par vos services
- La réunion du comité de suivi prévu par le modèle de convention triennale
- Un entretien d'évaluation annuel

27. Qui réalise l'entretien d'évaluation annuel ?

- Vous-même
- Autre

28. Contribuez-vous à un bilan national ?

- Oui
- Non

29. Si un bilan local est fait, contribue-t-il à orienter l'action pour l'année suivante ?

- Oui
- Non
- En partie

30. Il existe une grille d'activité de l'ISCG dont la trame a été validée au niveau central (DGPN, DCSP, PP, DGGN, CIPDR et ANISCG). Est-elle utilisée dans votre relation avec l'ISCG ?

- Oui
- Non

31. Quel avis portez-vous sur cette grille d'activité ?

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Moyennement satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Insatisfaisant

F – Effet du dispositif sur le public reçu

32. Selon vous, le dispositif permet-il d'améliorer l'accueil du public grâce à l'écoute et à l'information par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

33. Le dispositif permet-il de mieux traiter la situation de la personne reçue par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

34. Le dispositif permet-il d'orienter les personnes vers des services / structures qu'elles ne connaissaient pas auparavant ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

35. Le dispositif permet-il de favoriser les démarches judiciaires, le dépôt de plainte de la part des victimes ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

36. Le dispositif permet-il d'identifier de nouveaux publics inconnus des services sociaux ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

37. Le dispositif permet-il de diminuer le taux de réitération (les policiers et les gendarmes interviennent moins sur la problématique pour une même personne) ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

38. Le dispositif permet-il aux services de gendarmerie et de police de se recentrer sur leurs missions de sécurité par la complémentarité de l'action réalisée par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

39. Le dispositif permet-il de lever une certaine charge psychologique pesant sur les policiers ou les gendarmes ?

- Oui

- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

40. Le dispositif permet-il d'améliorer la qualité de la prise en charge de la victime de la part des forces de l'ordre ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

41. Le dispositif est-il mis en œuvre pour les auteurs ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

42. Estimez-vous qu'il faille limiter l'action de l'ISCG aux victimes ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

43. Les mineurs représentent-il une part significative du public accueilli par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

G - Relations avec l'ANISCG

44. Avez-vous bénéficié de l'aide de l'association ? (Plusieurs réponses sont possibles)

- Conseil
- Documentation
- Réunions diverses
- Non
- Autre

45. Avez-vous des attentes vis-à-vis de l'association ? Si oui, lesquelles ?

H - Votre regard sur le dispositif

46. Quel regard portez-vous sur le dispositif des ISCG ?

- Très satisfaisant
- Plutôt satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Insatisfaisant

47. Quelles sont pour vous les forces principales de ce dispositif ? (choisissez 1 à 3 propositions)

- L'amélioration de l'accueil des victimes
- La prise en charge des femmes victimes de violences
- La prise en charge des mineurs
- La prise en charge des auteurs
- L'allègement de la charge pesant sur les policiers ou gendarmes
- La diminution des interventions des policiers et gendarmes pour les personnes concernées
- La rapidité de la prise en compte des personnes
- La complémentarité de l'ISCG avec les services sociaux du département

Autre

48. Quelles sont pour vous les faiblesses principales de ce dispositif ? (choisissez 1 à 3 propositions)

- Le manque de pérennité des postes
- Le financement
- Le turn-over sur le poste
- L'hétérogénéité des employeurs
- Les missions réduites de l'ISCG
- Le développement des partenariats nécessaires
- Le manque de pilotage national
- Le montage du dispositif
- Le manque de moyens d'évaluation du dispositif
- La difficulté à recruter un professionnel
- Autre

49. Quelles sont les mesures d'amélioration que vous pouvez proposer ?

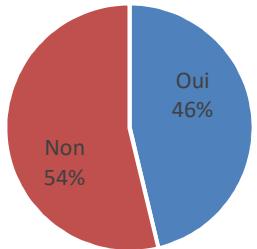
50. Quelles sont vos propositions complémentaires pour harmoniser le cadre d'emploi des ISCG et le pilotage d'ensemble ?

Les réponses des autorités fonctionnelles

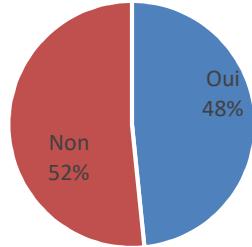
Un questionnaire en ligne a été diffusé à 212 autorités fonctionnelles. 190 d'entre elles ont répondu soit un excellent taux de réponse de 90%.

Recrutement / Poste

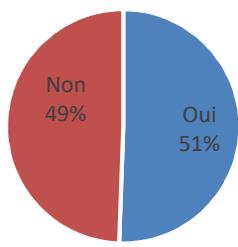
Avez-vous participé ou l'un de vos représentants au recrutement d'un ISCG ?



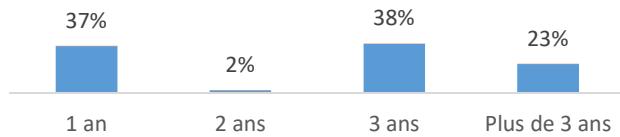
Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la définition de la lettre de mission d'un ISCG ?



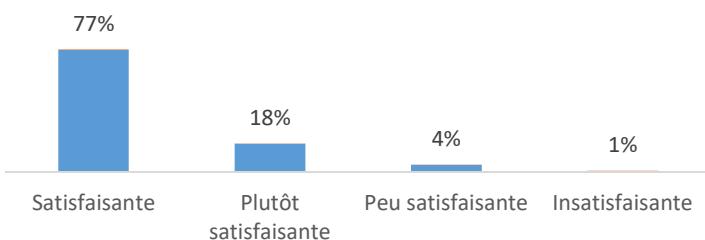
Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la rédaction d'une convention relative au recrutement et au financement d'un ISCG ?



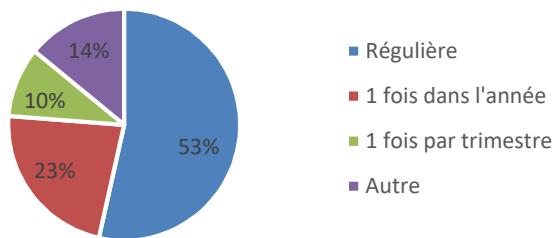
Quelle est la durée de la convention de recrutement et de financement du poste d'ISCG ?



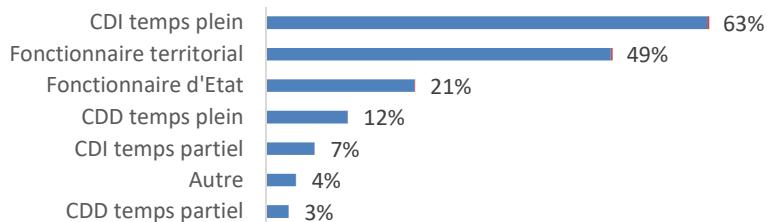
Quelle est la qualité des relations avec le ou les employeurs de l'ISCG ?



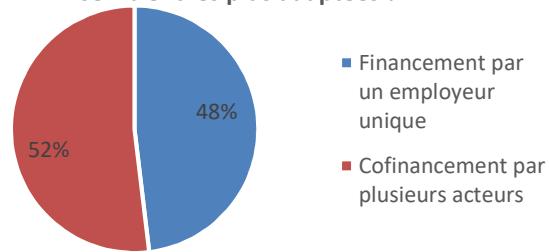
Quelle est la fréquence des relations avec le ou les employeurs de l'ISCG ?



D'après votre expérience, quel est le meilleur statut pour un ISCG ? (2 réponses maximum)

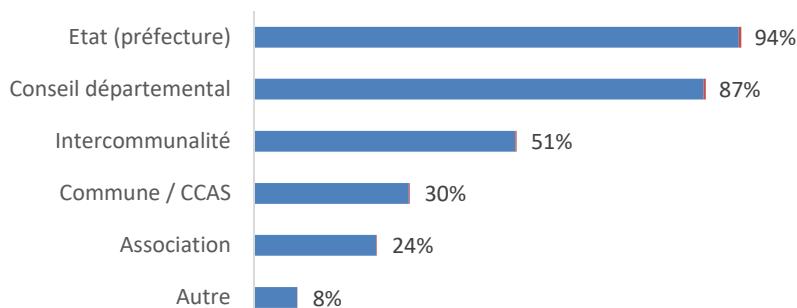


Quelles modalités de financement vous semblent les plus adaptées ?



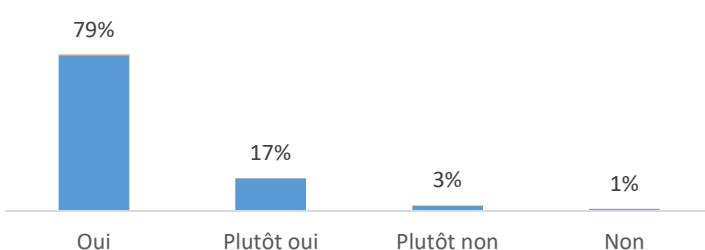
Recrutement / Poste (suite)

Les acteurs les plus pertinents pour stabiliser les postes d'ISCG

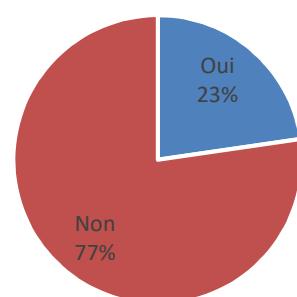


Accueil / Intégration / Formation

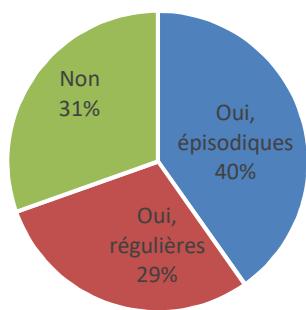
Estimez-vous que l'ISCG soit bien intégré au sein du commissariat ou de la brigade ?



Organisez-vous des formations particulières pour l'ISCG de votre ressort ?

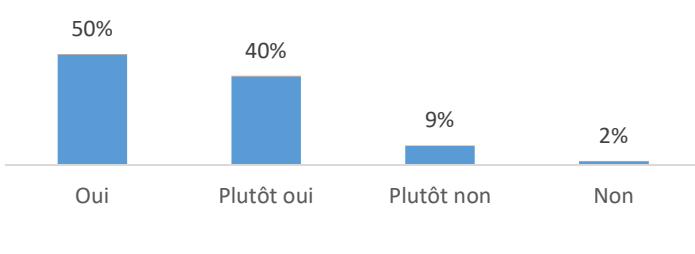


Organisez-vous des réunions pour les ISCG de votre ressort ?

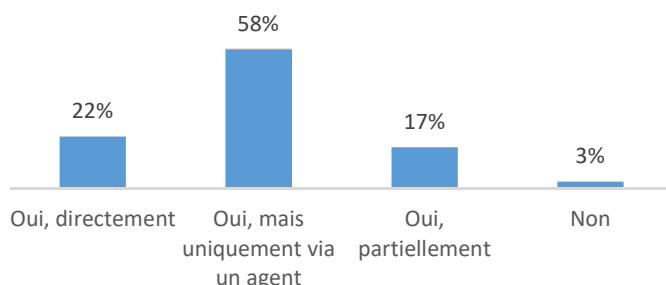


Conditions de travail

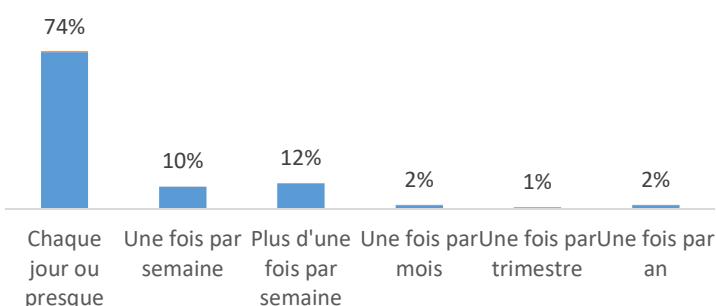
Estimez-vous que l'ISCG dispose des moyens matériels (équipements, matériels, bureau individuel, véhicule de service éventuel...) lui permettant de travailler dans de bonnes conditions ?



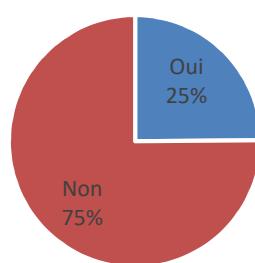
L'ISCG a-t-il accès aux plaintes et/ou aux mains courantes et/ou aux procès-verbaux et/ou aux CR d'intervention ?



L'ISCG a-t-il des échanges réguliers avec les agents au sein du service ?

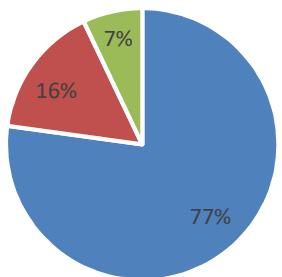


Etes-vous en relation avec un binôme intervenant social /psychologue ?



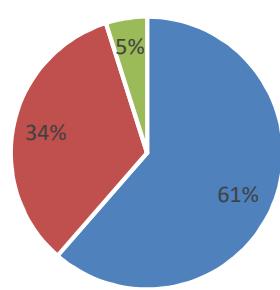
Participez-vous, ou l'un de vos représentants, à un groupe de travail du conseil local / intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD/CISPD) ?

■ Oui ■ Non ■ Non concerné



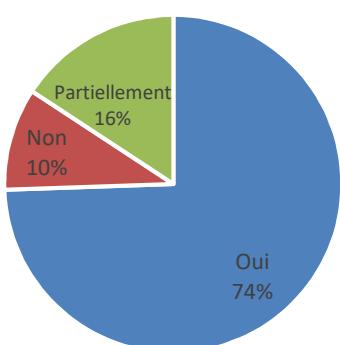
Etes-vous membre, ou l'un de vos représentants, du conseil départemental de prévention de la délinquance (CDPD) ?

■ Oui ■ Non ■ Autre

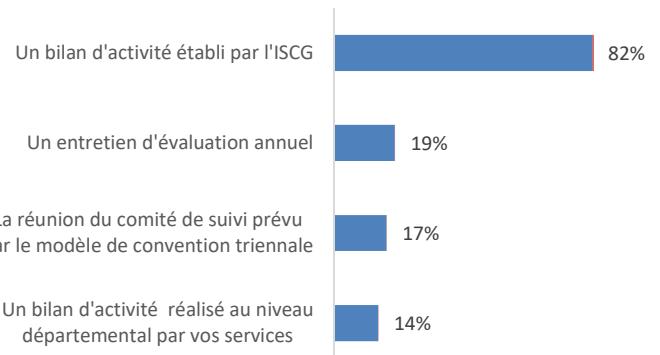


Mesure, évaluation, impact de l'activité

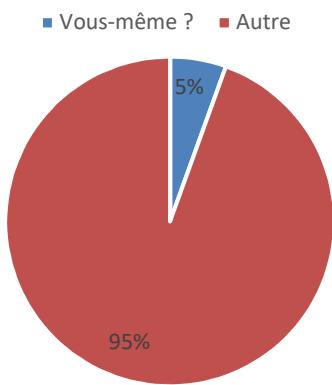
L'activité de l'ISCG est-elle évaluée ?



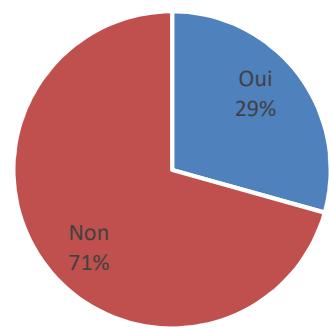
Comment l'évaluation est-elle mise en oeuvre ? (plusieurs réponses sont possibles)



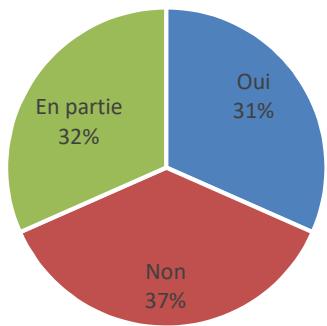
Qui réalise l'entretien d'évaluation annuel ?



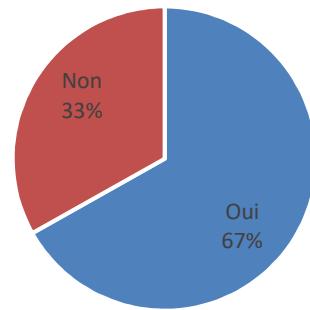
Contribuez-vous à un bilan national ?



Si un bilan local est fait, contribue-t-il à orienter l'action pour l'année suivante ?

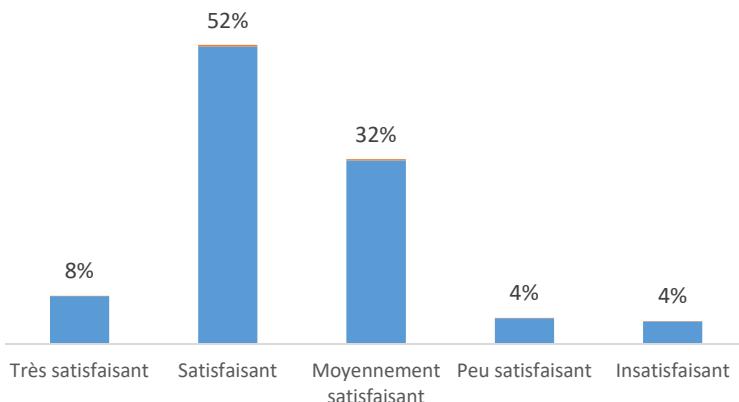


Il existe une grille d'activité de l'ISCG dont la trame a été validée au niveau central (DGPN, DCSP, PP, DGGN, CIPDR et ANISCG). Est-elle utilisée dans votre relation avec l'ISCG ?



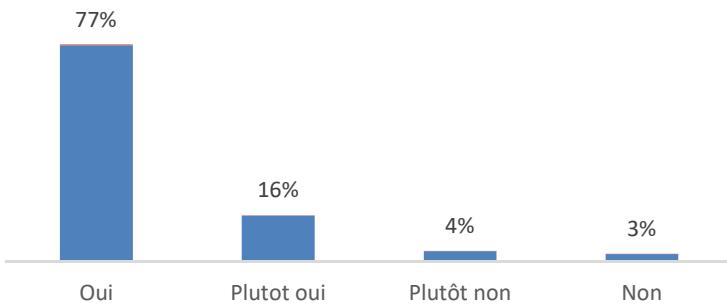
Mesure, évaluation, impact du dispositif (suite)

Quel avis portez-vous sur la grille d'activité ?

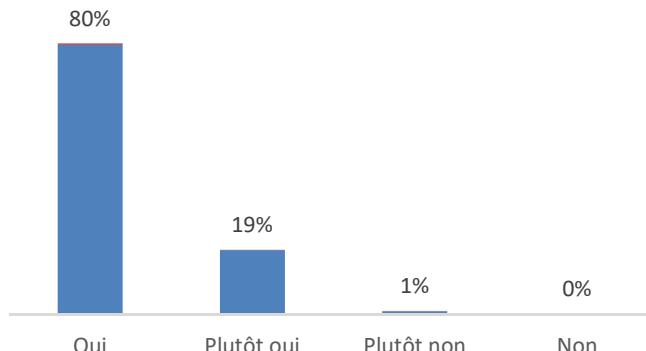


Effet du dispositif sur le public reçu

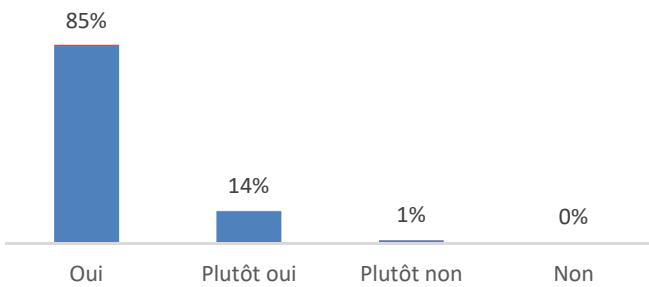
Selon vous, le dispositif permet-il d'améliorer l'accueil du public grâce à l'écoute et à l'information par l'ISCG ?



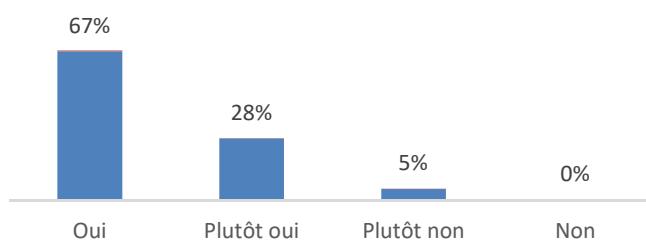
Le dispositif permet-il de mieux traiter la situation de la personne reçue par l'ISCG ?



Le dispositif permet-il d'orienter les personnes vers des services qu'elles ne connaissaient pas auparavant ?

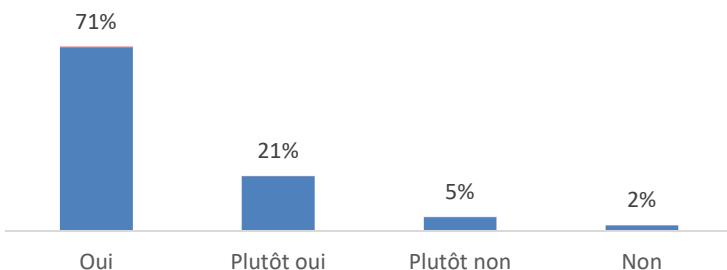


Le dispositif permet-il de favoriser les démarches judiciaires, le dépôt de plainte de la part des victimes ?

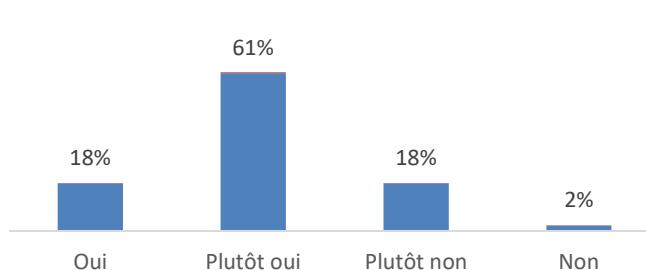


Effet du dispositif sur le public reçu (suite)

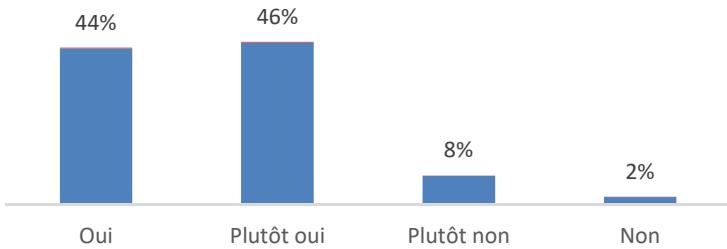
Le dispositif permet-il d'identifier de nouveaux publics inconnus des services sociaux ?



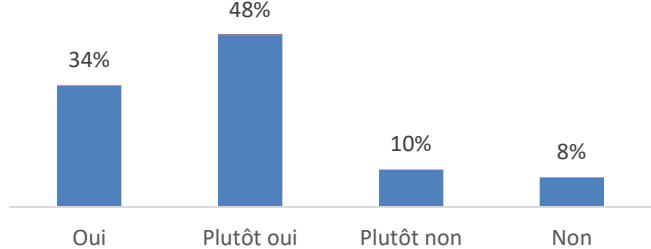
Le dispositif permet-il de diminuer le taux de réitération ?



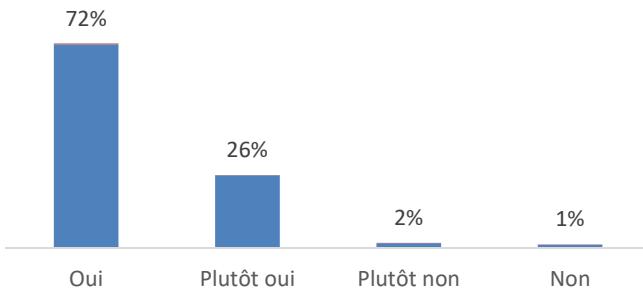
Le dispositif permet-il aux services de gendarmerie et de police de se recentrer sur leurs missions de sécurité par la complémentarité de l'action réalisée par l'ISCG ?



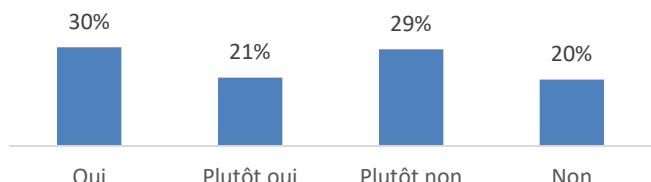
Le dispositif permet-il de lever une certaine charge psychologique pesant sur les policiers ou les gendarmes ?



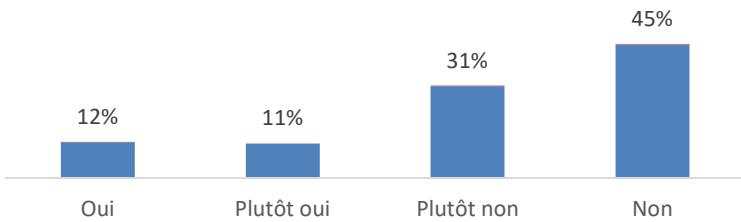
Le dispositif permet-il d'améliorer la qualité de la prise en charge de la victime de la part des forces de l'ordre ?



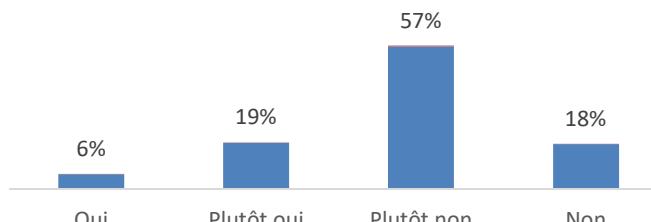
Le dispositif est-il mis en oeuvre aussi pour les auteurs ?



Estimes-vous qu'il faille limiter l'action de l'ISCG aux victimes ?

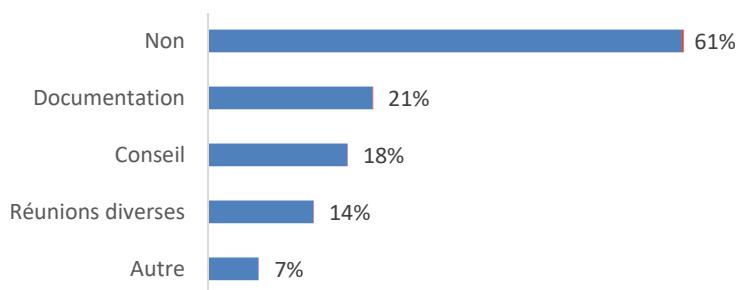


Les mineurs représentent-ils une part significative du public accueilli par l'ISCG ?



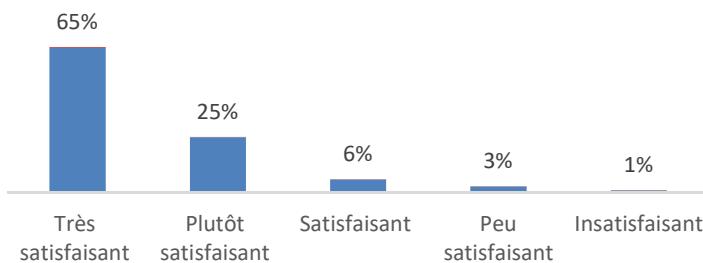
Relations avec l'ANISCG

Avez-vous bénéficié de l'aide de l'association ? (Plusieurs choix sont possibles)

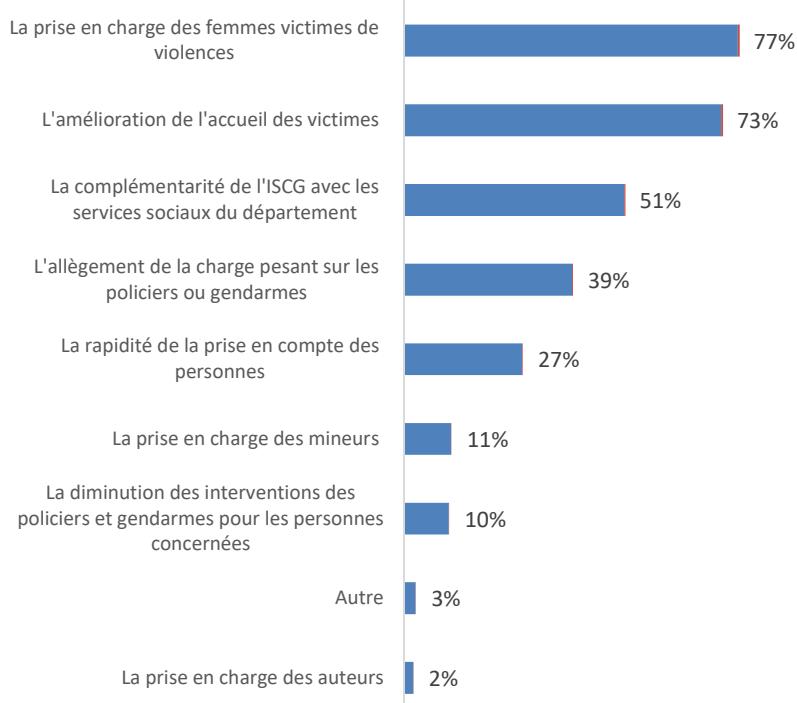


Regard sur le métier

Quel regard portez-vous sur le dispositif des ISCG ?



Quelles sont pour vous les forces principales de ce dispositif (de 1 à 3 propositions)



Quelles sont pour vous les faiblesses principales de ce dispositif (de 1 à 3 propositions)



Annexe n° 3 : Enquête réalisée auprès des « employeurs » des ISCG

Madame, Monsieur

Par lettre de mission en date du 25 novembre 2020, le ministre de l'Intérieur, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur, en charge de la citoyenneté ont saisi le chef de l'Inspection générale de l'administration (IGA), d'une mission relative aux intervenants sociaux dans les commissariats et brigades de gendarmerie.

Eu égard à l'objectif de pérennisation et de déploiement des postes d'intervenants sociaux figurant dans les priorités gouvernementales et dans les mesures de la Stratégie de prévention de la délinquance, les ministres souhaitent que le dispositif soit évalué dans toutes ses composantes pour en dégager des bonnes pratiques, harmoniser et consolider le pilotage national et le cadre d'emploi des intervenants sociaux, enfin en mesurer l'impact dans la prévention des violences faites aux femmes, l'amélioration de la prise en charge des victimes ainsi que des auteurs.

Pour établir ce bilan à l'échelle nationale, un questionnaire en ligne vous est adressé en tant qu'employeur/payeur d'un ou de plusieurs intervenants sociaux sur votre zone de compétence. Votre regard sur le dispositif, tel qu'il est mis en pratique dans votre département permettra à la mission IGA de mieux connaître les réalités, souvent hétérogènes aujourd'hui du dispositif, et de mieux en mesurer les forces et faiblesses.

Nous vous précisons qu'un questionnaire de nature similaire a été adressé à chaque ISCG, ainsi qu'aux autorités fonctionnelles (police et gendarmerie) de ces derniers.

Le lien permettant l'accès au questionnaire (situé à la fin de ce message) est propre à chaque employeur/payeur ; il doit être activé par celui qui le renseignera.

Le questionnaire vous permettra d'y joindre 3 documents complémentaires , de préférence sous format PDF.

Ce questionnaire n'est pas anonyme lors des envois réalisés (au départ et en retour), mais les informations du questionnaire seront exploitées anonymement.

A titre informatif uniquement, le dit questionnaire sous format PDF vous permettant d'en découvrir les différentes étapes et de faciliter la collecte des informations nécessaires, vous sera adressé dans un second mail. Seul le questionnaire en ligne est à renseigner.

La mission vous remercie de bien vouloir compléter ce questionnaire avant le lundi 22 février 2021.

La mission vous remercie de votre contribution sur cette thématique importante dans laquelle vous êtes déjà pleinement engagé.

Questionnaire adressé aux employeurs

A - Identification

1. Quel est votre département ? ou collectivité d'outre-mer ?
 Veuillez sélectionner une proposition dans la liste
2. Quel est l'organisme employeur ?
 Commune
 CCAS
 EPCI
 CIAS
 Conseil départemental
 Etat
 Association
 Autre
3. L'organisme payeur (celui qui établit la feuille de salaire) est-il le même que l'organisme employeur ?
 Oui
 Non
4. Quelle est la fonction de celui qui renseigne le questionnaire ?

B – Recrutement et poste

5. Avez-vous participé ou l'un de vos représentants au recrutement d'un ISCG ?
 Oui
 Non
6. Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la définition de la lettre de mission d'un ISCG ?
 Oui
 Non
7. Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la rédaction d'une convention de mise à disposition d'un ISCG ?
 Oui
 Non
8. Cette convention est à reconduction ?
 Annuelle
 Triennale
 Autre
9. Le modèle proposé par l'association nationale d'interventions sociales en commissariat et gendarmerie (ANISCG) est-il respecté ?
 Oui
 Non
10. Avez-vous des relations avec l'autorité fonctionnelle (police et/ou gendarmerie) de l'ISCG ?
 Régulières
 1 fois par trimestre
 1 fois dans l'année
 Non
 Autre

11. D'après votre expérience, quel est le meilleur statut pour un ISCG ? (vous pouvez sélectionner 1 ou 2 propositions)

- Fonctionnaire d'Etat
- Fonctionnaire territorial
- CDI temps plein
- CDI temps partiel
- CDD temps plein
- CDD temps partiel
- Autre

C - Financement

12. Actuellement, comment est assurée la prise en charge financière d'un ISCG dont vous êtes employeur ?

- Financement par un employeur unique
- Cofinancement par plusieurs acteurs

13. Si cofinancement, précisez les acteurs qui contribuent au financement et le pourcentage de chaque contribution ?

- Association
- Conseil départemental
- Etat
- EPCI
- Commune
- Autre

14. Cette solution de financement vous paraît-elle ?

- Idéale
- Un compromis adapté aux possibilités locales
- Un pis-aller

15. Quelle serait selon vous la solution de financement idéale ?

16. Si le poste est co-financé, comment les autres co-financeurs vous règlent-ils leur contribution ?

- Annuellement
- En plusieurs fractions

17. Si vous financez plusieurs postes, avez-vous une activité de coordination du travail des ISCG ?

- Oui
- Non
- Sporadiquement

18. Le dispositif étant amené à se développer, financeriez-vous un ou plusieurs autres postes au sein du département ?

- Oui, sans cofinancement
- Oui, si cofinancement
- Non
- Peut-être

D - Accueil / Intégration / formation

19. Estimez-vous que l'ISCG est bien intégré au sein du commissariat ou de l'unité de gendarmerie ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non

Je ne sais pas

20. Organisez-vous des formations auxquelles l'ISCG est invité à participer ?

- Oui, épisodiques
- Oui, régulières
- Non

21. Lorsque vous avez des questions à poser, au moment de la création du poste ou sur l'exercice des fonctions d'ISCG, vers qui vous tournez-vous ? (plusieurs réponses sont possibles)

- Votre hiérarchie
- Le CIPDR
- L'ANISCG
- La préfecture
- Autre

22. Avez-vous des suggestions à faire dans le domaine de la formation de l'ISCG ?

E – Les conditions de travail

23. Estimez-vous que l'ISCG dispose des moyens matériels (équipements, matériels, bureau individuel, véhicule de service éventuel...) lui permettant de travailler dans de bonnes conditions ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

24. Indépendamment de la prise en charge des rémunérations et charges sociales de l'ISCG, prenez-vous en charge tout ou partie des moyens matériels mis à sa disposition ?

- Oui
- Non

25. Si oui, précisez :

- Smartphone et abonnement
- Véhicule de service
- Ordinateur portable
- Ordinateur fixe
- Autre

E – Mesure / Evaluation / Impact de l'activité et du dispositif des ISCG

26. L'activité de l'ISCG est-elle évaluée ?

- Oui
- Non
- Partiellement

27. Par quels moyens cette évaluation est-elle réalisée ? (Plusieurs réponses sont possibles)

- Le renseignement d'une grille d'activité mensuelle
- Un bilan d'activités établi par l'ISCG
- Un bilan d'activités réalisé au niveau départemental par vos services
- La réunion du comité de suivi prévu par le modèle de convention triennale
- Un entretien d'évaluation annuel

28. Réalisez-vous l'entretien d'évaluation annuel ?

- Oui
- Non

29. Qui réalise l'entretien annuel d'évaluation ?

30. La mesure de l'évaluation de l'activité de l'ISCG est-elle réalisée à l'aide de la grille d'activité fournie par l'ANISCG ?

- Oui
- Non

31. Si oui, quel avis portez-vous sur cette grille ?

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Moyennement satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Insatisfaisant

32. Si non, précisez les raisons pour lesquelles vous préférez adopter un modèle différent?

33. Pour les associations ayant une représentation nationale, contribuez-vous à un bilan national ?

- Oui
- Non

34. Si un bilan local est réalisé, contribue-t-il à orienter l'action pour l'année suivante ?

- Oui
- Non
- En partie

F – Effet du dispositif sur le public reçu

35. Selon vous, le dispositif permet-il d'améliorer l'accueil du public grâce à l'écoute et à l'information par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

36. Le dispositif permet-il de mieux traiter la situation de la personne reçue par l'ISCG ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

37. Le dispositif permet-il d'orienter les personnes vers des services / structures qu'elles ne connaissaient pas auparavant ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

38. Le dispositif permet-il de favoriser les démarches judiciaires, le dépôt de plainte de la part des victimes ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

39. Le dispositif permet-il d'identifier de nouveaux publics inconnus des services sociaux ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

40. Le dispositif permet-il d'améliorer la qualité de la prise en charge de la victime de la part des forces de l'ordre ?

- Oui
- Plutôt oui
- Plutôt non
- Non
- Ne sais pas

H – Relations avec l'ANISCG

41. Avez-vous bénéficié de l'aide de l'association ?

- Oui
- Non

42. Si oui, précisez ? (plusieurs réponses sont possibles)

- Conseil
- Documentation
- Réunions diverses
- Autre

43. Avez-vous des attentes vis-à-vis de l'ANISCG ? Le cas échéant, quelles sont-elles ?

H - Votre regard sur le dispositif

44. Quel regard portez-vous sur le dispositif des ISCG ?

- Très satisfaisant
- Plutôt satisfaisant
- Satisfaisant
- Peu satisfaisant
- Insatisfaisant

45. Quelles sont pour vous les forces principales de ce dispositif ? (choisissez 1 à 3 propositions)

- L'amélioration de l'accueil des victimes
- La prise en charge des femmes victimes de violences
- La prise en charge des mineurs
- La prise en charge des auteurs
- L'allègement de la charge pesant sur les policiers ou gendarmes
- La diminution des interventions des policiers et gendarmes pour les personnes concernées
- La rapidité de la prise en compte des personnes
- La complémentarité de l'ISCG avec les services sociaux du département
- Autre

46. Quelles sont pour vous les faiblesses principales de ce dispositif ? (choisissez 1 à 3 propositions)

- Le manque de pérennité des postes
- Le financement
- Le turn-over sur le poste
- L'hétérogénéité des employeurs
- Les missions réduites de l'ISCG
- Le développement des partenariats nécessaires
- Le manque de pilotage national
- Le montage du dispositif
- Le manque de moyens de mesure du dispositif

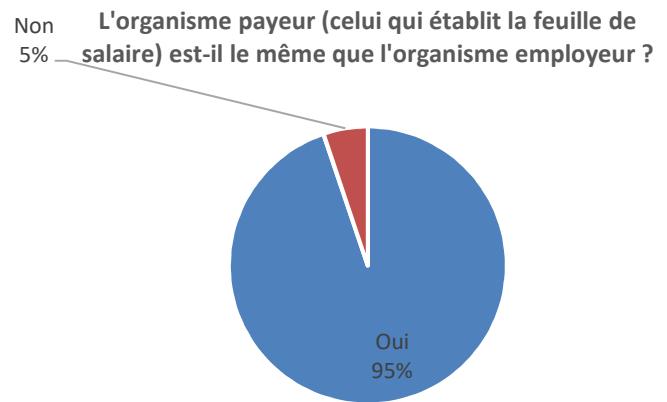
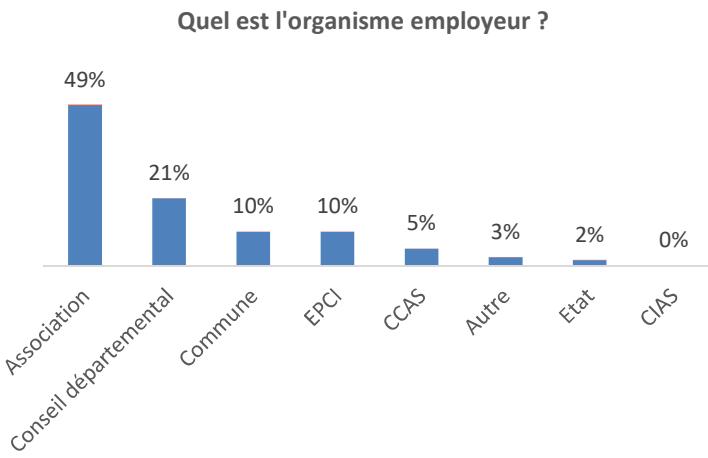
47. Quelles mesures d'amélioration pouvez-vous proposer ?

48. Quelles sont vos attentes complémentaires pour harmoniser le cadre d'emploi des ISCG et le pilotage d'ensemble ?

Les réponses des employeurs

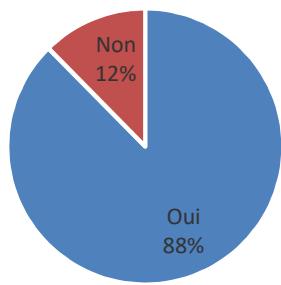
Un questionnaire en ligne a été diffusé à 152 employeurs.
116 d'entre eux ont répondu soit un très bon taux de réponse de 76%.

Identification / Profil

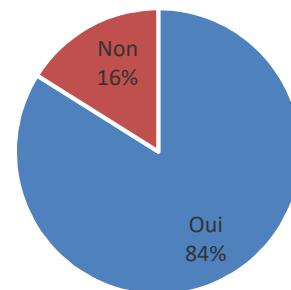


Recrutement / Poste

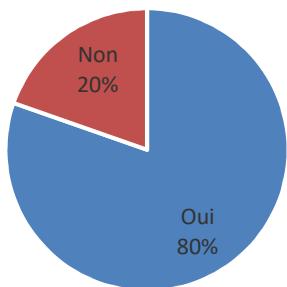
Avez-vous participé ou l'un de vos représentants au recrutement d'un ISCG ?



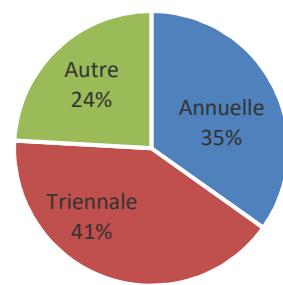
Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la définition de la lettre de mission d'un ISCG ?



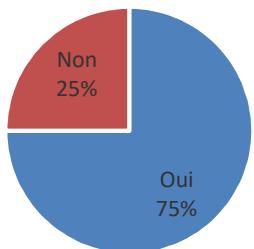
Avez-vous participé ou l'un de vos représentants à la rédaction d'une convention de mise à disposition d'un ISCG ?



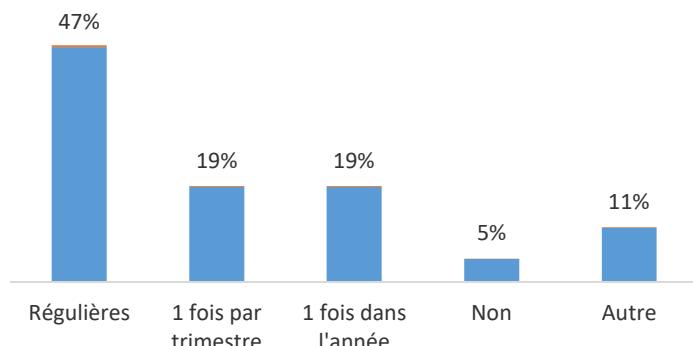
Quelle est la périodicité de reconduction de la convention ?



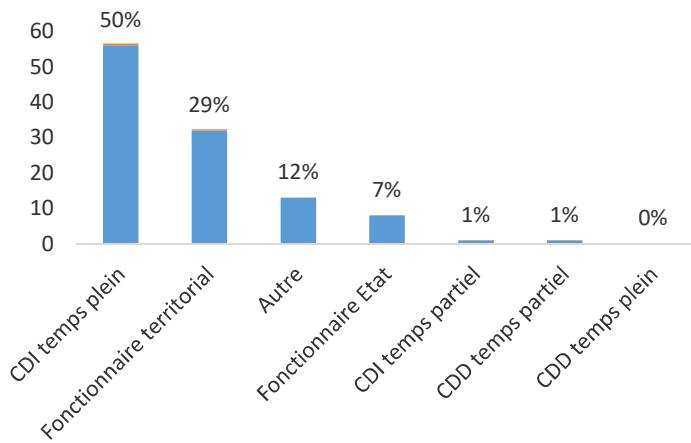
Le modèle de convention proposé par l'association nationale d'interventions sociales en commissariat et gendarmerie (ANISCG) est-il respecté ?



Avez-vous des relations avec l'autorité fonctionnelle (police et/ou gendarmerie) de l'ISCG ?



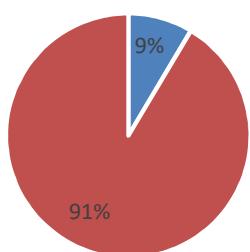
D'après votre expérience, quel est le meilleur statut pour un ISCG ?



Financement

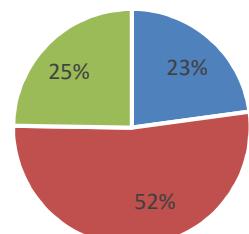
Actuellement, comment est assurée la prise en charge financière d'un ISCG dont vous êtes employeur ?

- Financement par un employeur unique
- Cofinancement par plusieurs acteurs



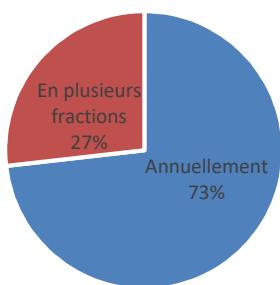
Cette solution de financement vous paraît-elle ?

- Idéale
- Un compromis adapté aux possibilités locales
- Un pis-aller



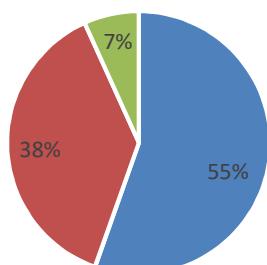
Financement (suite)

Si le poste est co-financé, comment les autres co-financeurs vous règlent-ils leur contribution ?

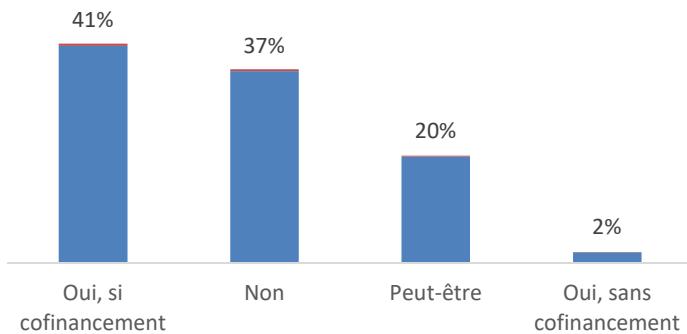


Si vous financez plusieurs postes, avez-vous une activité de coordination du travail des ISCG ?

- Oui
- Non
- Sporadiquement



**Le dispositif étant amené à se développer,
financeriez-vous un ou plusieurs autres postes au
sein du département ?**



**Postes d'ISCG portés par des communes
Exemples de répartition des financements (part/100)**

■ Etat (FIPDR) ■ Conseil départemental ■ Commune ■ EPCI

Pantin 93	70	30
Limoges (ccas) 87	64	36
Gagny 93	60	40
Stains 93	50	50
Sevran 93	50	50
Paris 75	50	50
Lyon 69	50	50
Compiègne 60	50	50
Beauvais 60	50	50
La Verpillière 38	36	64
Villefontaine 38	23	77

**Postes d'ISCG portés par des EPCI
exemples de répartition des financements (part/100)**

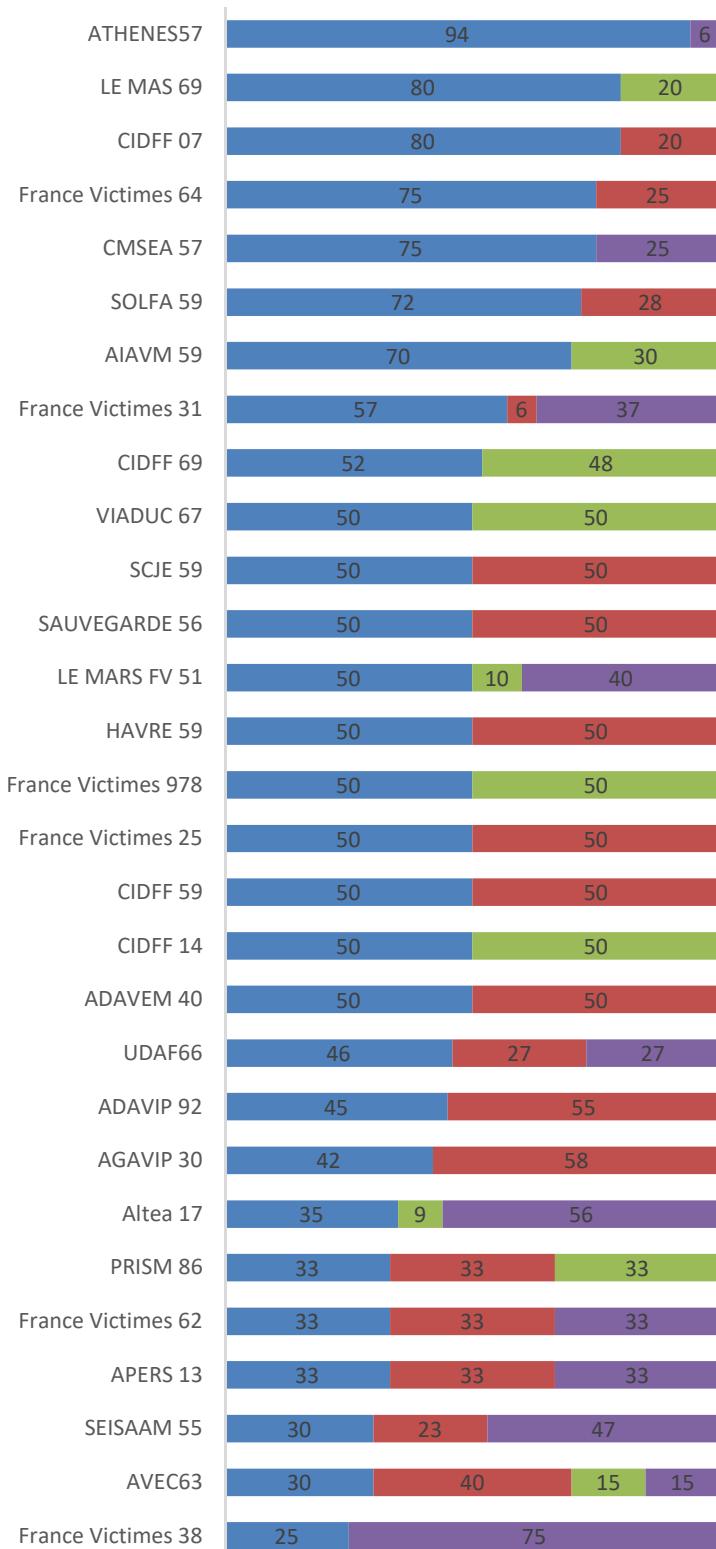
■ Etat (FIPDR) ■ Conseil départemental ■ Commune ■ EPCI

Annemasse Agglo 74	50	50	
Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise 95	38	29	33
Communauté de communes du Ternois	33	33	33
Communauté de commune des Campagnes de l'Artois 62	33	33	34
Communauté d'agglomération du bocage Bressuirais 79	20	80	
Communauté d'agglomération Roissy Pays de France 95	10	90	

Financement (suite)

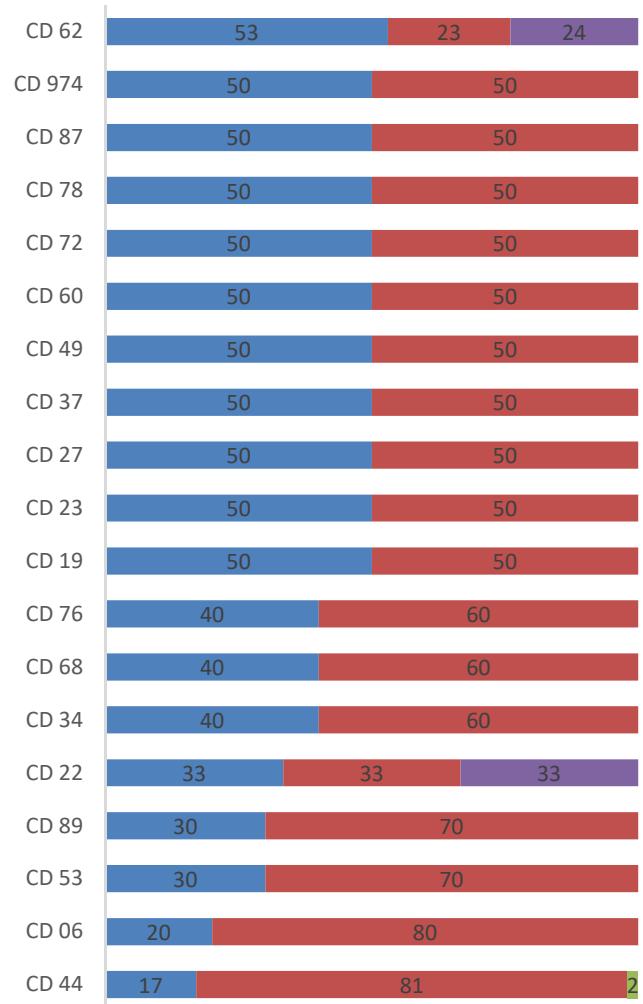
Postes d'ISCG portés par des associations
Exemples de répartition des financements (part/100)

■ Etat (FIPDR) ■ Conseil départemental ■ Commune ■ EPCI



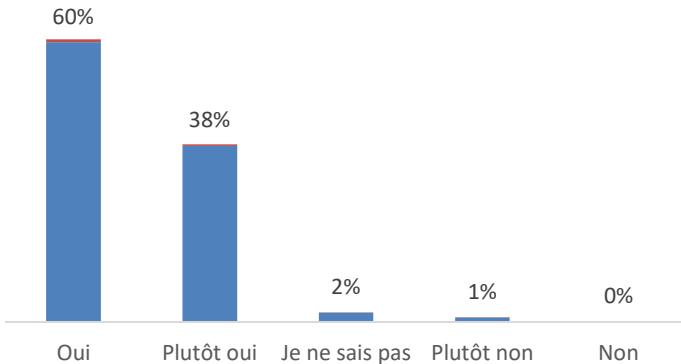
Postes d'ISCG portés par des conseils départementaux
Exemples de répartition des financements (part/100)

■ Etat (FIPDR) ■ Conseil départemental ■ Commune ■ EPCI

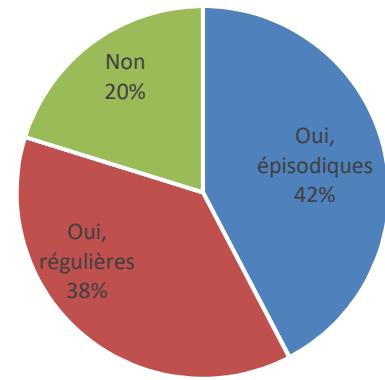


Accueil / Intégration / Formation

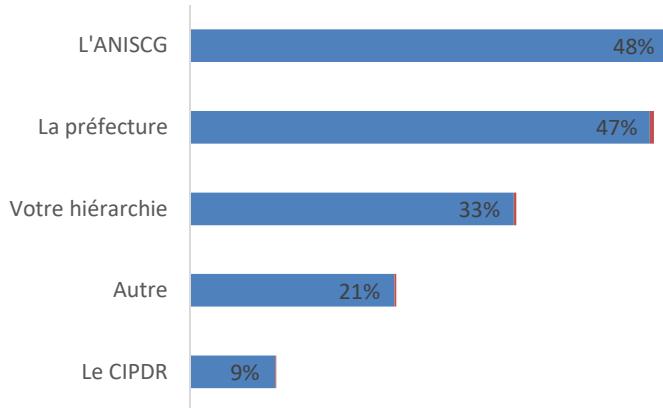
Estimez-vous que l'ISCG est bien intégré au sein du commissariat ou de l'unité de gendarmerie ?



Organisez-vous des formations auxquelles l'ISCG est invité à participer ?

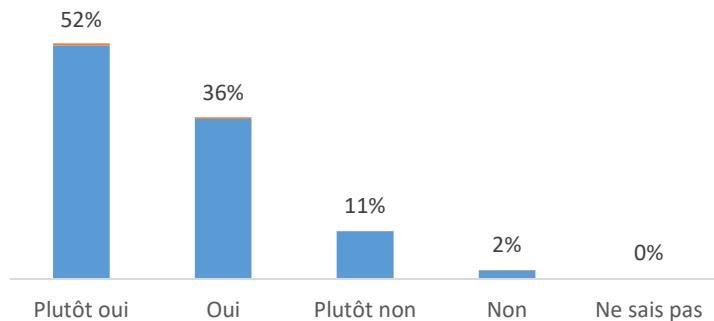


Lorsque vous avez des questions à poser sur le dispositif, vers qui vous tournez-vous ? (plusieurs réponses sont possibles)

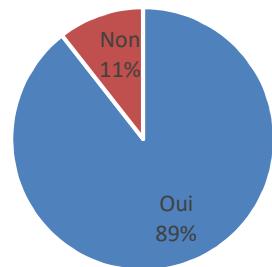


Conditions de travail

Estimez-vous que l'ISCG dispose des moyens matériels lui permettant de travailler dans de bonnes conditions ?

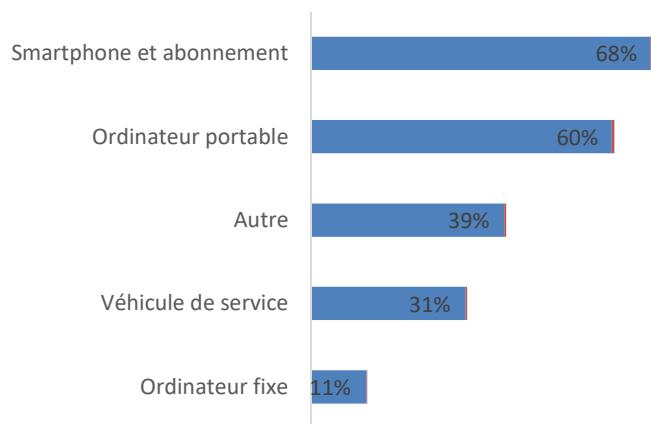


Indépendamment de la prise en charge des rémunérations et charges sociales de l'ISCG, prenez-vous en charge tout ou partie des moyens matériels mis à sa disposition ?



Conditions de travail (suite)

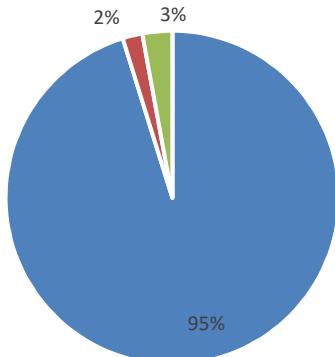
**Quels sont les équipements pris en charge par l'employeur ?
(plusieurs réponses sont possibles)**



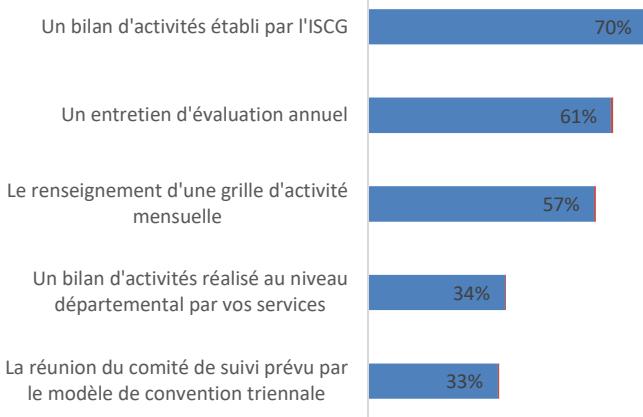
Mesure, évaluation, impact de l'activité

L'activité de l'ISCG est-elle évaluée ?

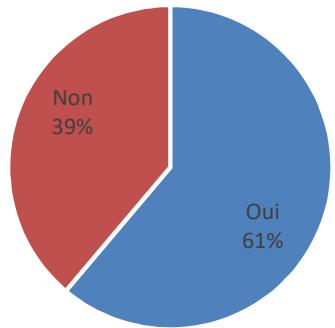
■ Oui ■ Non ■ Partiellement



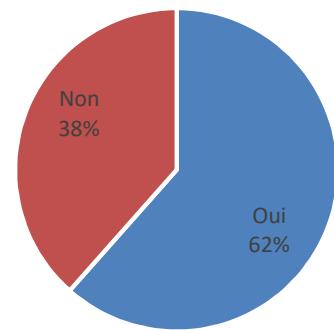
Par quels moyens cette évaluation est-elle réalisée ?
(Plusieurs réponses sont possibles)



Réalisez-vous l'entretien d'évaluation annuel ?

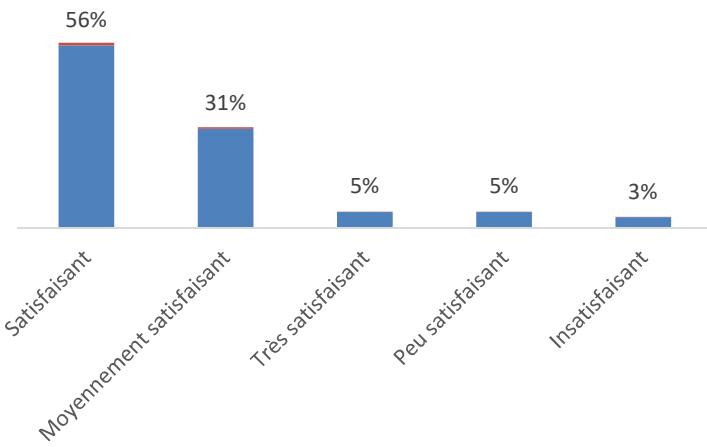


La mesure de l'évaluation de l'activité de l'ISCG est-elle réalisée à l'aide de la grille d'activité fournie par l'ANISCG ?

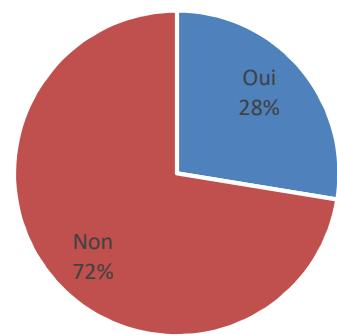


Mesure, évaluation, impact de l'activité (suite)

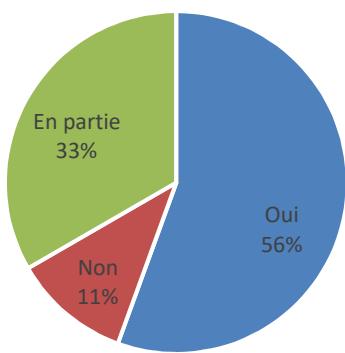
Dans le cas de l'utilisation de la grille d'activité fournie par l'ANISCG, quel est votre avis sur cette grille ?



Pour les associations ayant une représentation nationale, contribuez-vous à un bilan national ?

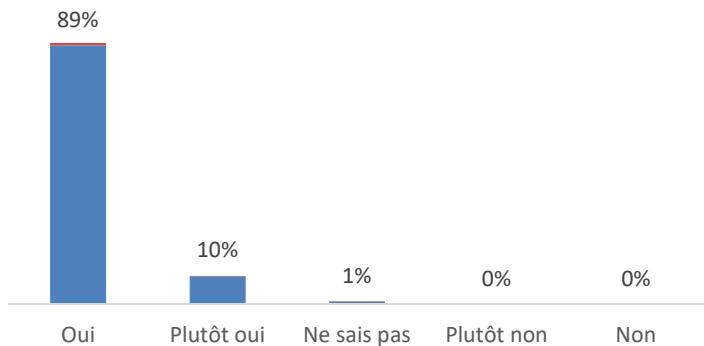


Si un bilan local est réalisé, contribue-t-il à orienter l'action pour l'année suivante ?

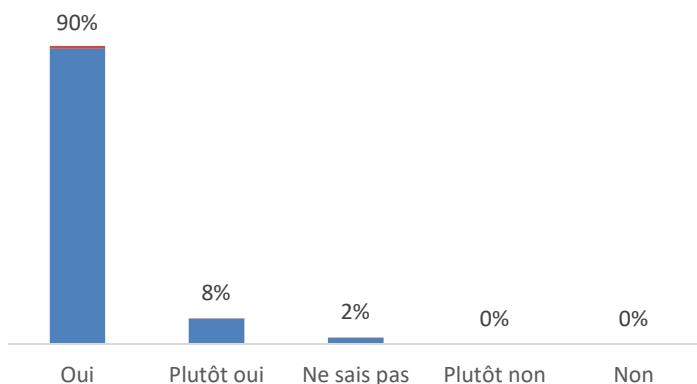


Effet du dispositif sur le public reçu

Selon vous, le dispositif permet-il d'améliorer l'accueil du public grâce à l'écoute et à l'information par l'ISCG ?

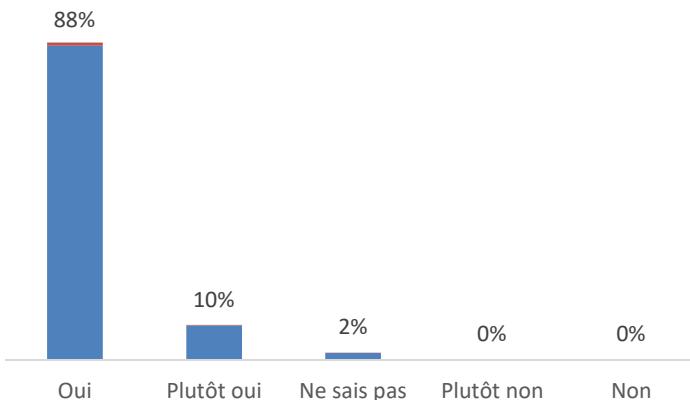


Le dispositif permet-il de mieux traiter la situation de la personne reçue par l'ISCG ?

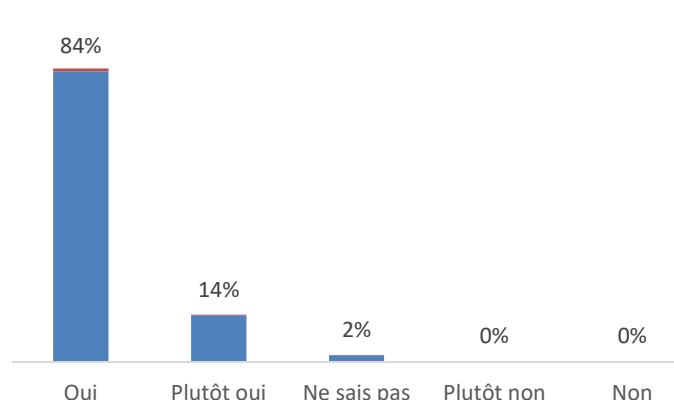


Effet du dispositif sur le public reçu (suite)

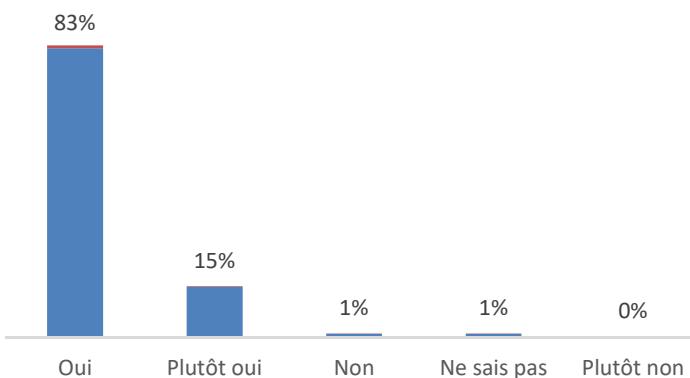
Le dispositif permet-il d'orienter les personnes vers des services qu'elles ne connaissaient pas auparavant ?



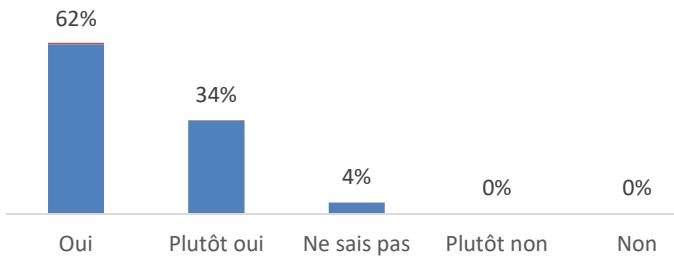
Le dispositif permet-il de favoriser les démarches judiciaires, le dépôt de plainte de la part des victimes ?



Le dispositif permet-il d'identifier de nouveaux publics inconnus des services sociaux ?

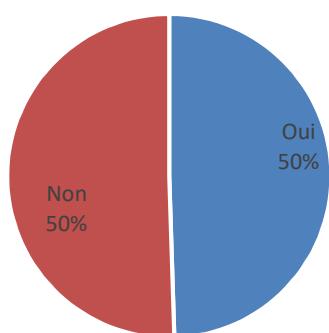


Le dispositif permet-il d'améliorer la qualité de la prise en charge de la victime de la part des forces de l'ordre ?

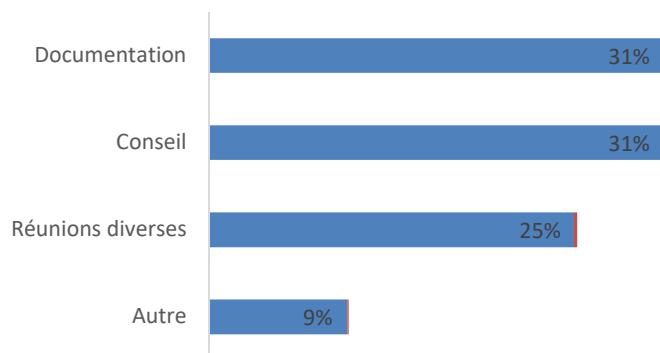


Relations avec l'ANISCG

Avez-vous bénéficié de l'aide de l'association ?

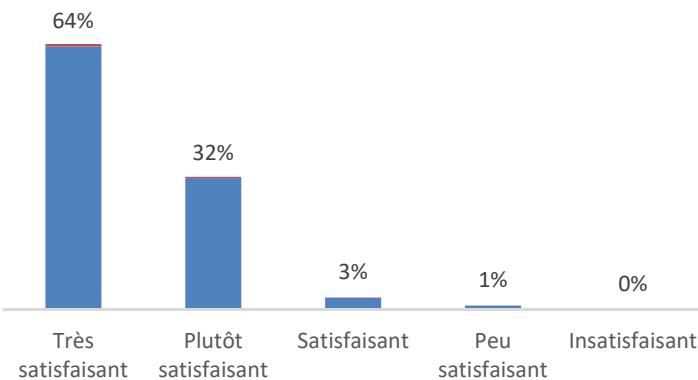


Sous quelle forme l'ANISCG a-t-elle pu vous aider ? (plusieurs réponse sont possibles)

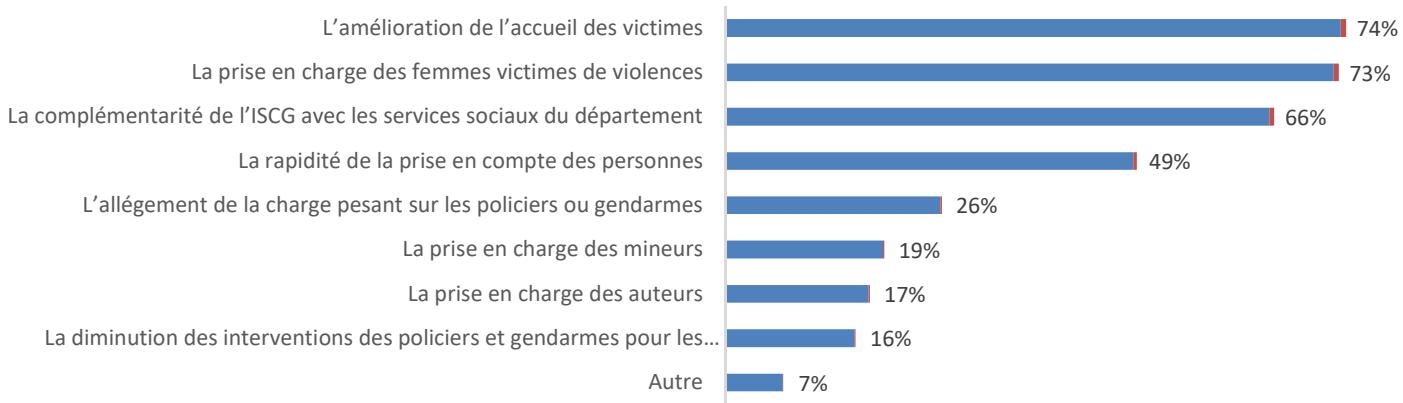


Regard sur le métier

Quel regard portez-vous sur le dispositif des ISCG ?



Quelles sont pour vous les forces principales du dispositif (choisir de 1 à 3 propositions)



**Quelles sont pour vous les faiblesses principales de ce dispositif
(choisir de 1 à 3 propositions)**

